



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

SERVICE PUBLIC DE L'EAU
AN DOUR
MORLAIX COMMUNAUTÉ

Edito croisé

Consolider aujourd’hui, préparer demain



Guy Pennec
Président



Frédéric Coulombel
Directeur général

L’été 2025 a été marqué par un épisode de sécheresse particulièrement important. Qu’en retenir-vous ?

Guy Pennec :

« Cet épisode nous rappelle que l’eau ne peut plus être considérée comme une ressource inépuisable. Nous vivons le dérèglement climatique au quotidien, avec son imprévisibilité : des étiages plus sévères et plus précoces, des pluies irrégulières mais globalement déficitaires. Si nous ne faisons rien, nous manquerons d’eau de manière récurrente. »

C’est la confirmation de la pertinence de notre modèle. La force financière que représente la gestion globale des 26 communes qui permet des investissements massifs, l’agilité et la proximité d’une régie publique qui permet une gestion sans lien aux profits. Désormais nous gérons l’eau à la bonne échelle et de la manière la plus pérenne. Nous pouvons investir pour adapter nos ressources aux défis du climat et intervenir efficacement dans les crises, comme ce fut le cas en 2025, année au cours de laquelle les débits de nos rivières étaient parfois inférieurs aux débits de l’étiage 2022.

Frédéric Coulombel :

La sécheresse a été un véritable test pour la jeune régie. Les équipes ont été fortement mobilisées pour suivre la situation au quotidien, anticiper les risques et garantir la continuité du service. Cet épisode a également démontré l’intérêt de réunir au sein d’une même structure des compétences complémentaires : production d’eau potable, protection des ressources, gestion des cours d’eau, biodiversité et accompagnement de la profession agricole.

Après l’année de création, quel bilan tirez-vous de cette première année pleine d’activité ?

Guy Pennec :

Nous avons consolidé les fondations de cette régie tout en maintenant un haut niveau de service pour les habitants. C’est une étape importante dans la construction d’un service public moderne et durable de la gestion intégrée de l’eau face à l’adaptation aux changements climatiques.

Frédéric Coulombel :

Cette année a été consacrée à la structuration de l’organisation : finaliser les recrutements, améliorer nos outils et nos pratiques et renforcer une culture commune exigeante et performante. Derrière ces chantiers parfois peu visibles, il y a une très grande implication des agents qui ont su conjuguer transformation de la structure et continuité du service public.

Quelle est, selon vous, la principale force d’An Dour pour relever les défis à venir ?

Guy Pennec :

La force d’An Dour réside dans sa capacité à fédérer. Les défis de l’eau dépassent largement le cadre d’une régie : ils concernent l’ensemble des acteurs socio-économiques, les communes, les agriculteurs, les associations, les partenaires financiers, les services de l’État et l’ensemble des habitants. Notre rôle est de créer les conditions de cette mobilisation collective au service du territoire et de la communauté d’agglomération en renforçant nos liens et interconnexions avec les communautés de communes voisines.

Frédéric Coulombel :

Je répondrai sans hésiter : les femmes et les hommes qui composent la régie. Leur expertise, leur sens du service public et leur capacité à travailler ensemble constituent notre principal atout. C’est grâce à cet engagement collectif qu’An Dour construit progressivement son identité et sa crédibilité sur le territoire.

Sommaire

Edito croisé	p. 3
1 — Un territoire unique, un modèle sur mesure	p. 4
2 — Transmettre, un engagement au cœur de notre mission.....	p. 12
3 — Veiller et agir sans relâche pour la qualité des masses d’eau	p. 18
4 — Produire et acheminer une eau potable de qualité	p. 30
5 — Assurer une bonne gestion de patrimoine.....	p. 42
6 — Sensibiliser aux enjeux.....	p. 52



Un territoire unique, un modèle sur mesure

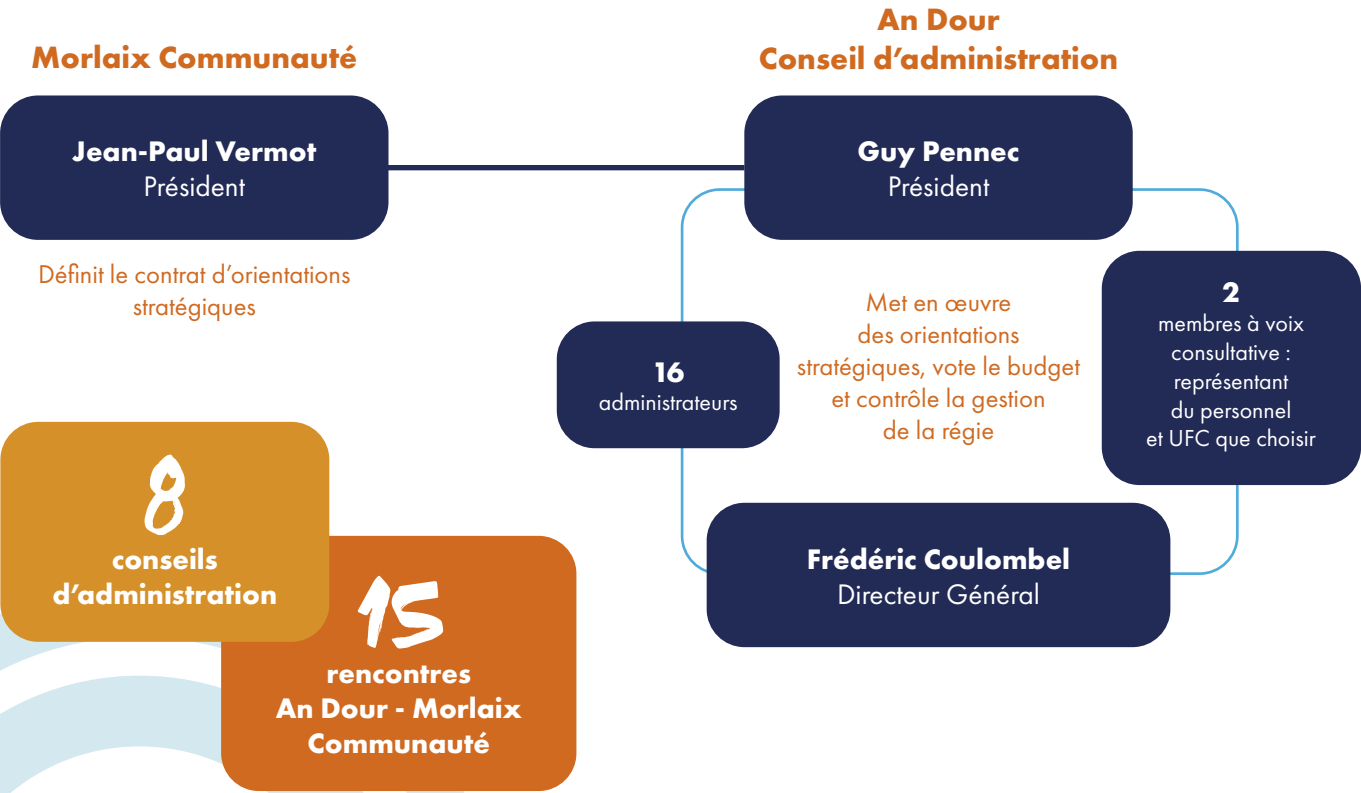


Depuis le 1^{er} janvier 2024, An Dour gère l'ensemble des compétences publiques liées à l'eau sur le territoire de Morlaix Communauté. Ce qui nous distingue, c'est le choix que nous avons fait : réunir sous le même toit toutes ces compétences, pour agir sur l'eau dans toutes ses dimensions.

Ces compétences existaient, portées par des acteurs différents. Depuis deux ans, nous avons uni ces forces et nous nous sommes dotés de nouvelles capacités pour les faire travailler ensemble. Nous construisons un service public multicomposant, sans cloison entre les divers programmes au service de l'eau. Il n'existe aucun modèle pour ce que nous construisons, nous en inventons un, sur mesure, au service d'une idée simple : une union de compétences en faveur de l'eau.

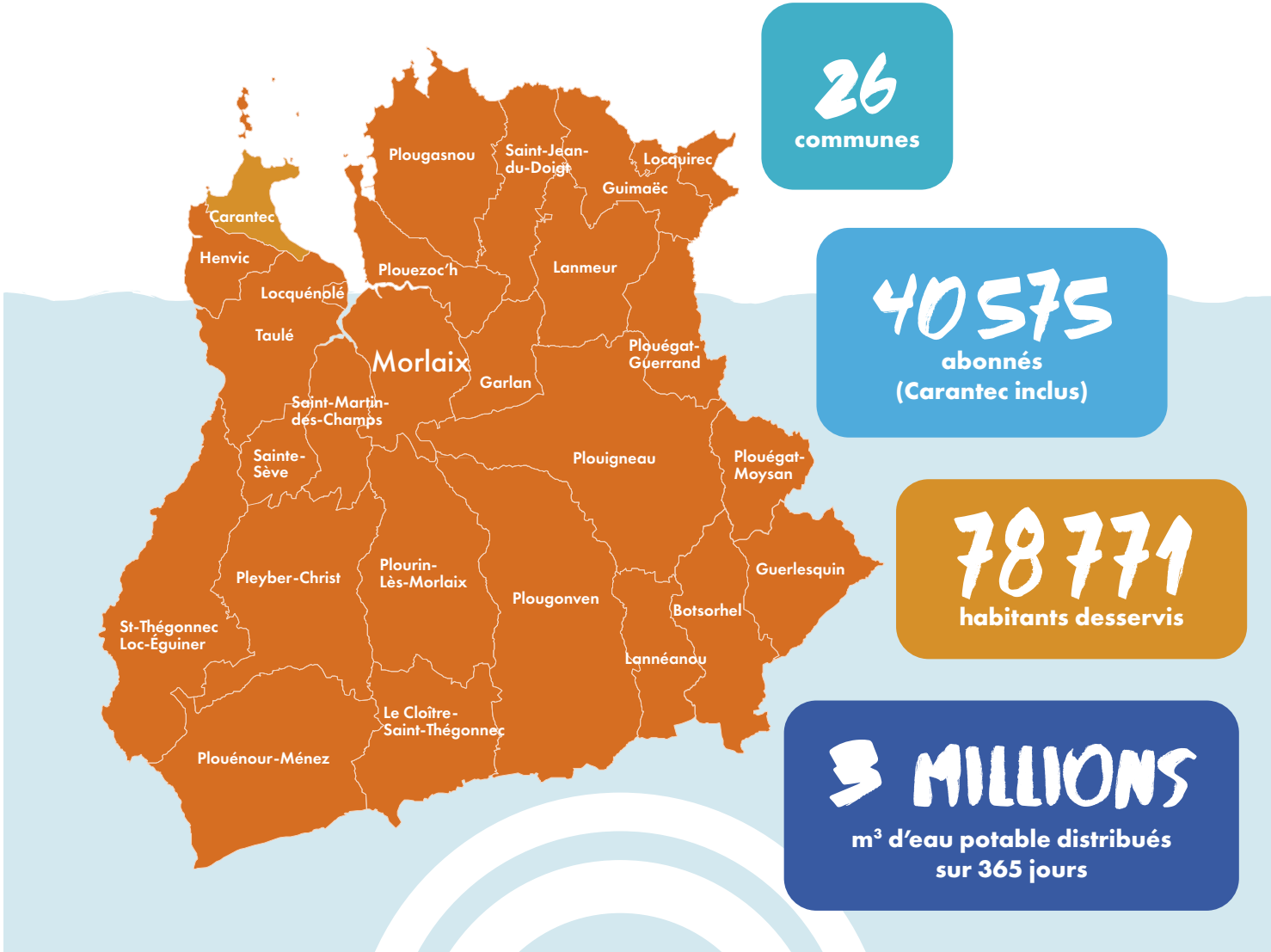
Ce territoire, nous avons la chance qu'il soit exceptionnel. L'eau y serpente doucement de ses sources au pied des Monts d'Arrée jusqu'aux estuaires que sont la baie de Morlaix et celle de Locquirec, en traversant des paysages et des usages qui font la richesse du territoire. 77 % de notre eau potable provient directement de nos rivières, elles ne sont pas un décor, elles sont un organe vital. Autour d'elles gravitent des activités économiques majeures : l'agriculture, l'ostréiculture, le tourisme. Autant de secteurs qui dépendent de la qualité de l'eau, et qui nous rappellent chaque jour pourquoi notre mission compte. Préserver l'eau, c'est préserver notre cadre de vie, notre qualité de vie, et tout ce qui fait la singularité de ce territoire.

Coup d'œil dans le rétro



6 engagements, cœur de notre mission

- ⦿ Satisfaire nos usagers en leur garantissant une **qualité sanitaire permanente de l'eau distribuée**, en instaurant une **équité tarifaire et un service uniforme sur l'ensemble du territoire**, mais également en étant à l'écoute de nos usagers et de leurs besoins, en les informant de la qualité de l'eau et l'ensemble de nos actions.
- ⦿ La gestion durable de la ressource en eau c'est-à-dire **assurer la qualité et la quantité de la ressource en eau pour aujourd'hui et pour demain**.
- ⦿ **La préservation des milieux naturels et de la biodiversité** : investir dans la modernisation et le renouvellement de nos réseaux, prévenir des débordements accidentels, construire et mettre en œuvre des plans d'action visant le bon état de nos masses d'eau brutes et littorales, assurer la conformité des traitements des eaux usées et des systèmes d'assainissement.
- ⦿ **La stratégie de gouvernance** : représenter la population avec des élus locaux, impliqués dans leurs missions, obtenir la reconnaissance de notre expertise auprès du grand public, des partenaires et des pouvoirs publics, soutenir les actions de coopération internationale.
- ⦿ **Une régie pérenne** : garantir une gestion financière et performante de notre activité et être dans l'amélioration continue.
- ⦿ **La qualité de vie au travail** : instaurer une culture de la prévention et de la sécurité au travail, encourager la cohésion, promouvoir l'écoute et le dialogue social, encourager la formation et les apprentissages.



L'année 2025 a marqué une étape structurante pour la Direction des Ressources Humaines. Après 2024 et la création du service, place à la consolidation. Les pratiques se sont harmonisées, les recrutements se sont poursuivis pour accompagner la montée en charge de la régie, que ce soit sur l'eau potable, l'assainissement, la relation usagers ou la maintenance des infrastructures. Ces recrutements ciblés, fidèles aux priorités stratégiques, ont permis d'absorber une activité croissante tout en garantissant la continuité du service public.

Pour mener ce travail, l'équipe RH s'est appuyée sur un noyau de quatre personnes. Une équipe resserrée, mais qui a assuré un accompagnement de proximité auprès des managers, soutenu les recrutements et professionnalisé pas à pas le fonctionnement interne de la régie.

Déploiement de l'outil de gestion RH et internalisation de la paie : deux chantiers majeurs.

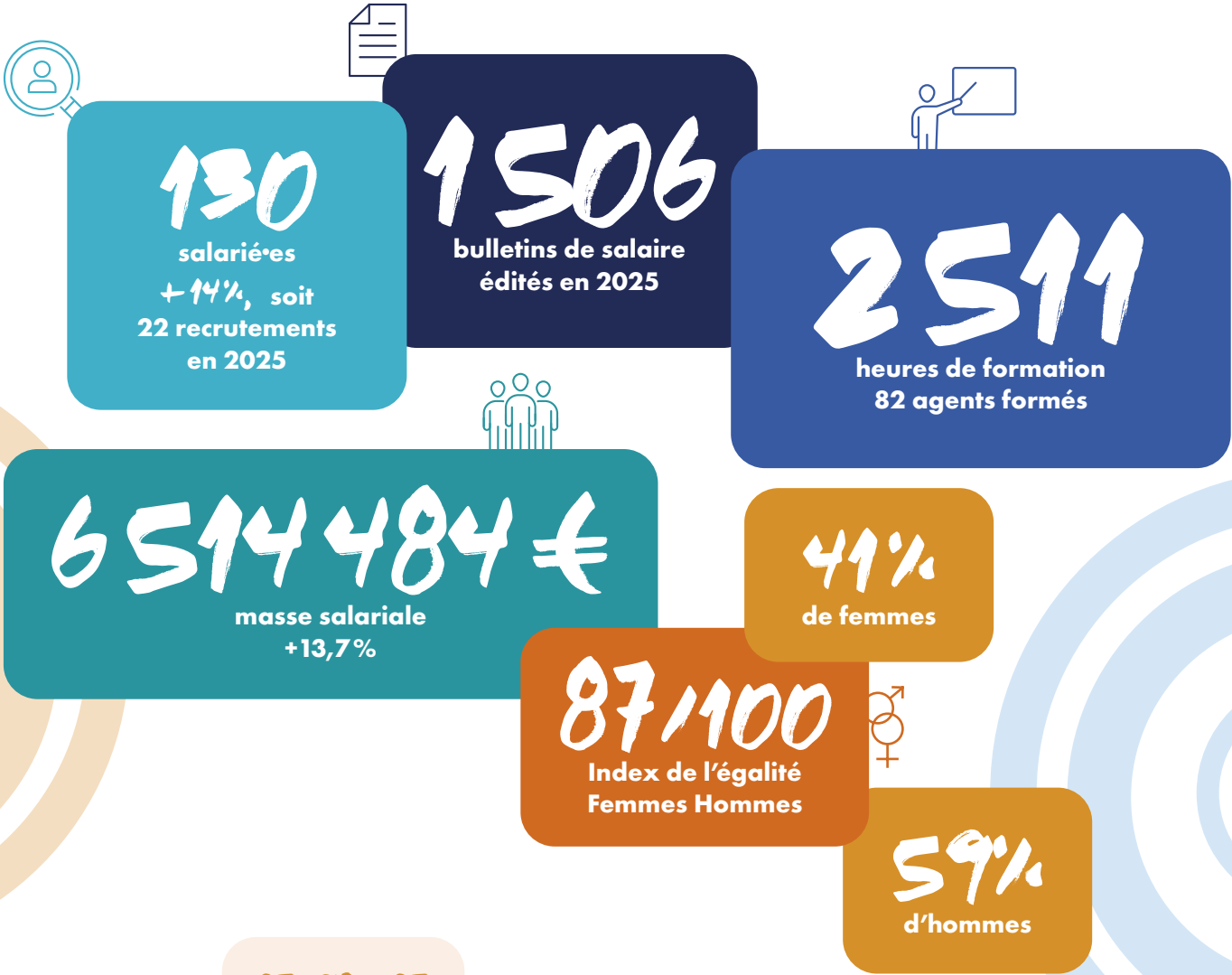
Après une phase de cadrage en 2024, le déploiement de l'outil de gestion RH est entré dans le vif du sujet en 2025. Les équipes ont pris en main l'outil, étape par étape, jusqu'à franchir le cap : la paie est désormais intégralement gérée en interne. Finis les allers-retours avec un prestataire.

Aujourd'hui, An Dour gère les bulletins, de la saisie des variables à l'édition. Concrètement, cela veut dire plus de réactivité quand un agent a une question, et moins d'erreurs. Derrière le projet technique, il y a une conviction : on veut être autonome sur ce qui est essentiel.

Une astreinte dédiée aux usagers : répondre même en dehors des horaires

Les urgences ne s'arrêtent pas à 17h. Pour y faire face, An Dour a mis en place une astreinte spécifique à la Direction Relations Usagers à compter de janvier 2026. L'idée : mobilisés en relais de l'astreinte technique de décision, ils garantissent une information rapide et fiable des usagers en cas d'incident, tout en soutenant efficacement les équipes terrain.

Ce dispositif a été préparé et discuté avec les instances représentatives du personnel tout au long de 2025. Il améliore à la fois la qualité de service rendue aux usagers et les conditions de travail des agents.



RENCONTRE



La parole à Violaine Touzé, Directrice des Ressources Humaines d'An Dour

2025 a été une année dense pour l'équipe RH, avec plusieurs chantiers menés de front.

L'application de la convention collective Eau & Assainissement, initiée dès 2024, a mobilisé fortement la Direction et les représentants du personnel. Ce travail collectif, exigeant et nécessaire, aboutit à un socle partagé qui professionnalise notre fonctionnement interne et renforce l'attractivité d'An Dour en tant qu'employeur.

Nous avons également avancé de manière significative sur le dialogue social, avec la signature d'un accord de méthode. Cette étape marque une vraie maturité dans la façon dont la régie aborde les relations sociales — et nous en sommes fiers.

Ces avancées sont le fruit d'un engagement collectif. Elles posent des bases solides sur lesquelles nous allons continuer à construire.

Rendre visible ce qu'on fait : la naissance du service communication d'An Dour



Flashez pour découvrir la page LinkedIn



Atelier détection et anticipation des risques professionnels
© An Dour

La communication d'An Dour, c'est une équipe constituée de deux personnes fin 2024, rapidement renforcée à trois courant 2025 dans une régie toute jeune, répartie sur trois sites, avec des métiers très différents et des enjeux opérationnels considérables. Avant de prendre la parole au nom d'An Dour, il fallait comprendre ce qu'est An Dour. Rencontres avec chaque service, échanges avec les partenaires, immersion dans la vision politique et les réalités du territoire : ce temps d'imprégnation a été fondateur. Il a permis de poser les bases d'une communication juste, utile et ancrée dans ce que la régie est vraiment.

Les enjeux identifiés sont structurants : travailler la notoriété d'An Dour en rendant visibles ses actions sur le petit et le grand cycle de l'eau, amplifier la transparence envers les usagers, gagner en confiance et en légitimité, sensibiliser les publics aux défis de la ressource. Et en interne, contribuer à construire la cohésion d'une équipe répartie sur trois sites, dans une régie née seulement en 2024.

La parole est donnée à Adeline Breton, Responsable Communication. « Avant de communiquer, nous avons souhaité écouter. Ce temps passé à comprendre la réalité de chaque service, des métiers

de l'eau, des enjeux du territoire, il se retrouve dans tout ce que nous produisons aujourd'hui. Notre ambition est claire : moderniser l'image d'An Dour, lui donner un style, un ton, une personnalité. Montrer que le service public peut être proche, concret, vivant. »

En 2025, le service s'est mis en mouvement sur plusieurs fronts. La page LinkedIn et la chaîne YouTube ont rapidement trouvé leur public : 495 abonnés sur LinkedIn fin 2025, pour 75 posts publiés depuis avril. Une production de contenus photos et vidéos a été engagée pour donner à voir les actions de la régie et l'implication de ses agents. Une communication réactive a été assurée lors de l'épisode de sécheresse de l'été 2025. L'événementiel a également occupé une place importante : cohésion interne, inaugurations, actions de sensibilisation comme la Virgule Verte à Morlaix ou la Solitaire du Figaro à Roscoff.

La sécurité en 2025 : des actes, des chiffres, et des hommes

En 2025, la démarche sécurité s'est renforcée à travers la structuration des processus, une prévention active sur le terrain et un premier temps fort collectif.

- 98 jours consécutifs sans accident
- 15 situations dangereuses signalées
- 585 K€ Investis en sécurisation des ouvrages
- 90 % des agents formés à la sécurité
- 100 % des accidents et presque accidents analysés
- 1 786 h de formation sécurité (budget : 44 719 €)



TEMPS FORT 2025

La 1^{ère} Semaine de la Sécurité — septembre 2025

Organisée pour la première fois en septembre 2025, cette semaine a rassemblé 81 % des agents autour d'ateliers pratiques et de moments d'échange sur la prévention au quotidien.

- Troubles musculosquelettiques - Ateliers PAMAL
- Risques professionnels - Sécurité routière
- Premiers secours - Gestes qui sauvent



Aujourd'hui, les équipes d'An Dour sont réparties sur trois sites : Guyader (accueil public, Direction Générale (Finance, Communication, QSE), DIRU, Qualité des Masses d'Eau), Prigent (Exploitation, RH, Direction Technique) et Clément (Biodiversité, Agricole, Bocage). Une organisation héritée de la création de la régie, qui montre ses limites au quotidien.

Manque de place : Des modulaires installés sur chaque site, parfois sur plusieurs étages, et des difficultés de stockage persistantes.

Interactions limitées : Trois sites, c'est trois cultures qui peinent à se rencontrer. Les réflexes collectifs et les synergies entre services se construisent difficilement à distance.

Face à ces contraintes, la décision a été prise en 2025 de construire un bâtiment unique, pensé pour les besoins opérationnels de la régie. Un terrain à Langolvas, face au centre de secours, a été retenu. **L'emménagement est prévu pour 2029.**

ACCIDENTS DE TRAVAIL

Des indicateurs à surveiller

Les taux de fréquence et de gravité sont en hausse par rapport à 2024. Ces chiffres s'inscrivent dans une régie en forte croissance d'activité, avec des équipes et des métiers de terrain exposés. Ils nous rappellent que la prévention est un effort continu, qui ne se relâche pas.

- Accidents avec arrêt 5
- Accidents bénins 8
- Taux de fréquence 20,21
- Taux de gravité 0,394
- Record : 98 jours consécutifs sans accident en 2025

2

Transmettre, un engagement au cœur de notre mission



L'eau est une ressource partagée, et sa préservation est l'affaire de tous. C'est pourquoi, au-delà de gérer et d'entretenir, An Dour s'engage à transmettre une connaissance, un regard, parfois une vocation. Parce que les bons réflexes s'apprennent, et que les enjeux de l'eau se relèvent ensemble.

Pour les plus jeunes, il s'agit de construire un socle. Éveiller la curiosité, ancrer des repères, donner envie de comprendre ce qui se passe sous la surface, au sens propre comme au sens figuré. Pour les publics adultes, l'enjeu est différent : il ne s'agit pas de partir de zéro, mais de vulgariser, de relier les grands défis environnementaux aux gestes du quotidien. Parce que ce sont souvent eux qui ont la main sur leurs pratiques, leurs choix, leur influence et que leurs actions font réellement la différence, sur la qualité comme sur la quantité de la ressource.

En 2025, An Dour a déployé ses actions de transmission sur plusieurs formats, plusieurs thématiques et plusieurs publics. En voici plusieurs exemples.



« D'où vient mon eau potable ? »

Le 4 février 2025, An Dour s'associait au SAGE Léon Trégor pour animer un atelier grand public à la Virgule Verte de Morlaix, autour d'une question centrale : « D'où vient mon eau potable ? Quels enjeux au 21^e siècle ? »

Un quiz interactif a permis de tester et souvent de surprendre les connaissances du public : peut-on manquer d'eau en Bretagne ? Peut-on facilement accéder aux résultats d'analyses de l'eau du robinet ? (La réponse est oui aux deux questions et elle étonne plus souvent qu'on ne le croit.)

Ce format, convivial et participatif, est particulièrement adapté aux publics adultes : il part de leurs représentations, les interpelle sans les mettre en défaut, et ouvre un dialogue sur des enjeux concrets, locaux, qui les concernent directement.

TOUT PUBLIC - ADULTES 4 interventions à la Virgule Verte, Morlaix

ENTREPRISES ECOD'O Économiser l'eau en entreprise

Porté par la CCI Bretagne, le programme ECOD'O accompagne les entreprises volontaires dans leurs démarches d'économie d'eau, diagnostics gratuits, plans d'action sur mesure, valorisation des bonnes pratiques. Dans un contexte de changement climatique, réduire sa consommation d'eau n'est plus une option : c'est un enjeu de responsabilité et de performance.

- 25 entreprises accompagnées en Finistère
- 3 sur le territoire An Dour (Sermeta, Algue Service, Camping du Fond de la Baie)
- 850 m³ d'économie d'eau possibles par an
- Participation An Dour au programme 2025 : 8 000 €



JEUNE PUBLIC Les parcours Eau et Biodiversité du guide pédagogique

Le guide pédagogique de Morlaix Communauté propose aux écoles cinq parcours thématiques. Les parcours eau et Biodiversité, intégré au guide, couvre le petit et le grand cycle de l'eau à travers 31 thématiques d'animations : cycles de l'eau, inondations, mares, visite de station d'épuration, bocage, économies d'eau, potager naturel.

En 2025, Ces parcours ont été activés 163 fois pour des animations sur le cycle de l'eau (27 fois en 2024). Une progression qui témoigne d'une demande forte et d'un dispositif qui trouve pleinement sa place dans les pratiques scolaires du territoire.

107
animations
Biodiversité

163
animations
par rapport
aux 187 en 2024

56
animations
Eau



© An Dour



© Sky Arts



JEUNE PUBLIC De la source à la mer - journées Traon Nevez, Plouézoc'h

Depuis 2017, ce partenariat réunit An Dour, des associations locales, le lycée de Suscinio (BTS GPN) et Morlaix Communauté autour de deux journées de terrain. Les élèves de primaire découvrent les milieux aquatiques et les enjeux de l'eau de la source jusqu'au littoral pendant que les étudiants en BTS s'exercent à l'animation face à un vrai public. Un dispositif à double transmission, rare et précieux.

En 2025, 32 classes inscrites, 530 élèves accueillis. Chaque année, des classes doivent être refusées faute de place, preuve que la demande dépasse largement la capacité du programme.

Fort du succès de 2024 (359 participants, 22 animations, 18 communes), An Dour a reconduit et enrichi en 2025 son programme d'animations Nature et Biodiversité dans le cadre du programme de la Trame Verte et Bleue. Une édition qui a rassemblé 742 participants sur 28 sessions réparties sur 16 communes du territoire, animées par quatre associations partenaires : Bretagne Vivante, Ulamir-CPIE, Au fil du Queffleuth et de la Penzé, et LPO Bretagne.

Rivières, loutres, amphibiens, bocage, pollution lumineuse, oiseaux des jardins... les thématiques couvrent un large spectre du vivant. En 2025, le programme s'est enrichi de formats immersifs inédits, balades contées, expériences sonores en pleine nature et s'est articulé avec des événements nationaux comme la Nuit Internationale de la Chauve-souris ou le Jour de la Nuit.



À la nuit tombante, les participants ont pu écouter à l'aide de batbox, les ultrasons émis par les chauves-souris en chasse !
© Sky Arts

EN APPARTÉ

Le bocage, un allié précieux pour l'eau et la biodiversité

Le bocage, c'est ce paysage rural façonné par l'homme, composé de champs bordés de haies et de talus. Véritable écosystème à haute valeur environnementale, il joue de nombreux rôles : refuge pour la biodiversité, protection contre le ruissellement de l'eau et l'érosion des sols (essentiels pour préserver la qualité des eaux), brise-vent naturel pour les cultures et le bétail et c'est aussi lui qui façonne nos paysages. Pour mieux comprendre ses atouts et savoir comment le préserver, An Dour a réalisé un guide pratique, gratuit et accessible à tous : particuliers, agriculteurs, communes. Vous y trouverez des conseils concrets, les réglementations en vigueur, et des idées d'usages du bois de haie.



Flashez pour découvrir notre guide du bocage

Un réseau de partenaires = une transmission amplifiée

C'est grâce à ce maillage de compétences, de connaissances et d'expertises complémentaires qu'An Dour peut mener des actions de transmission à la hauteur des enjeux sur le terrain, en classe, et auprès du grand public.

- © **SAGE Léon Trégor**, Expertise sur tous les enjeux liés à l'eau qualité, quantité, gouvernance locale.
- © **Ulamir CPIE, Bretagne Vivante, Au Fil du Queffleuth et de la Penzé, LPO Bretagne**, Projets pédagogiques scolaires et animations grand public Trame Verte & Bleue.
- © **Chambre d'agriculture**, Dialogue et actions conjointes sur les pratiques agricoles et leur impact sur la ressource.

Mais aussi le GAB29, le CEDAPA ou encore l'AAPPMA.



© Sky Arts

Solidarité internationale : la loi Oudin-Santini en action

L'accès à l'eau est un droit fondamental qu'An Dour considère comme une responsabilité qui dépasse les frontières du territoire. La loi Oudin-Santini permet aux services publics de l'eau de consacrer jusqu'à 1 % de leur budget à des actions de solidarité internationale. En 2025, An Dour a mobilisé 97 880 € au bénéfice de 8 associations engagées pour l'accès à l'eau dans le monde.



**Veiller et agir
sans relâche
pour la qualité
des masses
d'eaux**



La qualité de nos eaux brutes, de nos rivières et de notre littoral n'est pas un acquis. C'est le résultat d'une vigilance permanente, d'un suivi rigoureux et d'actions de fond menées en concertation avec tous ceux qui, de près ou de loin, ont un impact sur l'eau : agriculteurs, collectivités, industriels, particuliers. An Dour observe, mesure, alerte et accompagne. Mais le maintien et la reconquête de la qualité de nos masses d'eau est l'affaire de tous. C'est une responsabilité collective, à la hauteur du cadre de vie exceptionnel que nous avons la chance d'habiter et le devoir de transmettre.

Le Suivi de la Qualité des Eaux (SQE) : mesurer pour mieux prédire

Veiller à la qualité de l’eau, c’est d’abord la mesurer régulièrement, méthodiquement, sur l’ensemble du territoire. C’est une des missions des 4 agents du service Qualité des Masses d’Eau (QME), qui assurent tout au long de l’année un suivi rigoureux des cours d’eau et des eaux de baignade. Comme un bilan sanguin révèle ce que l’œil ne voit pas, chaque prélèvement livré est une donnée. Et c’est la série, accumulée sur des mois et des années, qui permet de détecter des tendances, d’identifier des sources de pollution et de mesurer l’impact de nos actions.

Le suivi se décline sur deux volets complémentaires.

- **La physicochimie**, d’abord : en plus des campagnes calendaires, des prélèvements spécifiques sont activés en cas de pluie pour quantifier orthophosphates, phosphore total et carbone organique.
- **Les phytosanitaires**, ensuite : quatre campagnes « pluie » par an sur les stations d’évaluation des masses d’eau superficielles, complétées depuis 2024 par un suivi mensuel sur les captages en eau superficielle. 100 % des prélèvements prévus ont été réalisés.

Depuis 2024, le service a également mis en place un suivi mensuel **des concentrations en Escherichia Coli** sur les principaux exutoires littoraux pour répondre aux enjeux bactériologiques croissants sur le territoire. Ces données alimentent le Profil de Vulnérabilité des Eaux Littorales et permettent de cibler les secteurs les plus contributeurs de pollution. Un suivi renforcé a notamment été activé sur les bassins versants du Laptic et du Pontelour, en lien avec les enjeux bactériologiques de la plage du Moulin de la Rive à Locquirec.

Sur les eaux de baignade, le dispositif s’est élargi depuis 2024 à l’ensemble des 16 plages du territoire, en partenariat avec l’ARS. Un double échantillonnage est réalisé lors de chaque prélèvement de contrôle : en cas de dépassement, une recherche de marqueurs est immédiatement activée pour identifier l’origine de la contamination.

Plus de
1700
analyses
réalisées en 2025
sur 85 stations de suivis



© An Dour



FOCUS

Reconquérir la qualité de nos eaux littorales

Baignade, pêche à pied, conchyliculture : ces usages du littoral dépendent tous d’une eau de qualité. Les estuaires, en particulier, jouent un rôle de nurseries pour de nombreuses espèces marines, leur état sanitaire est donc un enjeu écologique autant qu’économique. Pour identifier, localiser et hiérarchiser les sources de pollution qui les menacent, le SAGE Léon-Trégor et An Dour ont lancé en octobre 2024 une étude ambitieuse : le Profil de Vulnérabilité des Eaux Littorales. Périmètre inédit : 150 km de côte, de l’île de Batz à Plestin-les-Grèves, pour un budget de 800 000 € HT.

Cet outil permet de croiser l’ensemble des données collectées sur le territoire pour définir un plan d’actions ciblé et réaliste, avec trois objectifs concrets : préserver les zones conchylicoles et de pêche à pied, maintenir l’excellente qualité des eaux de baignade sur les 16 plages du territoire et restaurer la qualité sur la plage du Moulin de la Rive à Locquirec.

Les premiers diagnostics révèlent plusieurs types d’anomalies : raccordements d’eaux usées sur des réseaux d’eaux pluviales, exfiltrations vers ces mêmes réseaux, présence de déjections humaines et animales à proximité de cours d’eau et de grèves, non-conformités sur les branchements d’assainissement collectif et non collectif. Autant de sources de pollution identifiées, localisées et donc actionnables.



© SAGE

An Dour et le SAGE Léon-Trégor ont profité de la Solitaire du Figaro Paprec, port du Blosson à Roscoff, pour aller à la rencontre du grand public autour des enjeux du PVEL. Sur un stand co-partagé avec la CCI de Morlaix et le Pays de Morlaix, les équipes ont échangé avec les visiteurs sur la qualité des eaux littorales et proposé une animation pour les enfants.

Reconquérir l'état écologique de nos rivières

An Dour porte des programmes pluriannuels d'actions en faveur des milieux aquatiques sur l'ensemble des bassins versants du territoire de Morlaix Communauté. Quatre d'entre eux sont classés en mauvais état écologique, ce qui impose des plans d'actions ambitieux et coordonnés pour reconquérir la qualité de ces masses d'eau.

Qu'est-ce qu'une eau en bon état ? C'est une eau disponible en qualité et en quantité suffisantes pour garantir le fonctionnement durable des écosystèmes naturels et satisfaire les usages humains. Y parvenir suppose d'agir simultanément sur plusieurs leviers : gestion des eaux pluviales, réseaux de collecte et de traitement des eaux usées, assainissements individuels et collectifs, accompagnement agricole, et restauration de la continuité écologique et hydromorphologique.



Flashez pour découvrir la vidéo sur Youtube

Panneau pédagogique installé post travaux.
© An Dour

PROJECTEUR SUR LE LAPIC

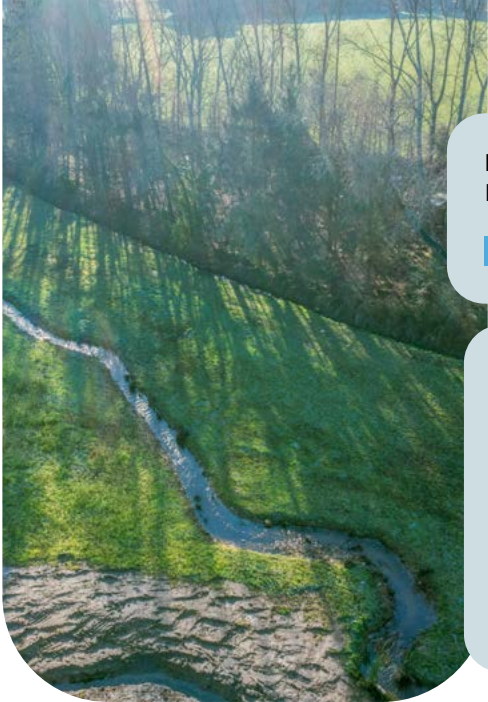
Depuis 2022, An Dour mène sur **le Lapiç** un programme complet pour améliorer la qualité de cette masse d'eau classée en mauvais état écologique. Sur les 17 actions identifiées, plus de 55 % ont été menées, chaque source de pollution faisant l'objet d'une réponse adaptée.

Parmi ces actions, le chantier du Moulin de la Rive. Initié après une large concertation avec la commune de Locquirec, les propriétaires fonciers, les partenaires techniques et financiers, les associations et riverains, il a démarré le 17 mars 2025 pour s'achever en 7 semaines. L'ouvrage existant bloquait la remontée des poissons truites fario et anguilles d'Europe, et le transit des sédiments. Son remplacement par un pont-cadre de 20 mètres, positionné 60 cm sous le niveau actuel, rétablit leur libre circulation tout en assurant une protection contre les submersions marines à 30 et 100 ans.

Chantier au Moulin de la Rive à Locquirec, pose du pont cadre.
© Sky Arts

Bassin Versant Lapiç
Initié en 2022

55 %



© Sky Arts

Bassin Versant Pontplaincoat
Initié en 2018

75 %



Flashez pour découvrir la vidéo complète de la restauration du site de Kerdréan sur Youtube

Bassin Versant Frouit
Initié en 2026

6 %

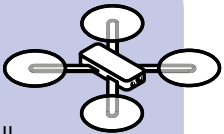


© An Dour

310
mètres de cours d'eau restaurés en 2025



Un drone au service du terrain



Fin 2025, la cellule SIG s'est dotée d'un drone DJI Matrice 4E. Au-delà des photos et vidéos aériennes, cet outil ouvre une nouvelle capacité : la photogrammétrie, qui consiste à assembler des séries de photos superposées pour générer des modèles 3D précis d'un site, d'un ouvrage ou d'un environnement. Suivi de l'érosion du trait de côte, documentation avant/après chantier, observation des milieux : une façon de voir autrement ce que nous faisons, et de mieux le mesurer dans le temps.

FOCUS

Zone À Enjeu Sanitaire (ZAES)
au Moulin de la Rive, Locquirec

La fermeture préventive de la plage du Moulin de la Rive aux activités de baignade et de pêche à pied depuis mars 2024 a conduit à une étape inédite : la signature, le 23 décembre 2025, d'un arrêté préfectoral créant une Zone À Enjeu Sanitaire sur ce bassin versant amont. Porté par l'État (DDTM) et engageant les communes de Locquirec, Guimaëc et Lanmeur, ce cadre réglementaire confie à An Dour le pilotage opérationnel d'un plan d'actions concret. L'objectif ne se limite pas à réouvrir la plage : il s'agit de restaurer durablement la qualité du milieu et de la maintenir sur le long terme, pour les habitants comme pour les visiteurs.

Le plan s'articule autour de trois axes complémentaires. La mise en conformité des systèmes d'assainissement, d'abord la modernisation des stations d'épuration de Lanmeur et Locquirec, les diagnostics des branchements, et obligation de travaux pour les particuliers dont les installations sont non conformes. La réduction des contaminations bactériennes d'origine agricole, ensuite, avec une phase de diagnostic et d'accompagnement des exploitations du périmètre basé sur le volontariat. Enfin, des mesures de sensibilisation pour limiter les autres sources de pollution : camping-caristes, déjections animales, habitats légers. Car une fois la plage réouverte, la zone restera vulnérable : c'est l'effort soutenu et collectif de tous les acteurs, habitants, agriculteurs, visiteurs, collectivités et An Dour, qui garantira la pérennité des résultats.



© Sky Arts



Rendre visible les liens
qui peuvent sembler
ne pas l'être

L'équipe Biodiversité, Agricole et Bocage travaille sur des volets dont le lien avec la qualité de l'eau ne semble pas toujours immédiat, mais il est réel et profond. Ce qui va dans le sol finit dans l'eau. Le bocage filtre, ralentit, absorbe. La biodiversité régule. Comprendre ces connexions, c'est comprendre pourquoi An Dour agit bien au-delà de la production d'eau potable et du traitement de nos rejets.



© An Dour



© An Dour

Châtaigniers, noisetiers, fusains d'Europe, chênes, troènes et bien d'autres espèces : l'ensemble des jeunes arbres et arbustes plantés sont des essences bocagères locales. Pour favoriser la reprise des plants, un paillage est posé au pied de chaque arbuste et des protections sont installées pour limiter les dégâts liés à la faune (chevreuils, lapins, lièvres).



Le bocage :
un outil au service
de l'eau et des territoires

Le bocage, ce n'est pas un décor. C'est un écosystème vivant qui filtre l'eau, limite l'érosion, freine les transferts de pesticides et de nitrates vers les cours d'eau, stocke du carbone et abrite une biodiversité riche. An Dour porte depuis 2024 la stratégie bocagère 2023-2027 du territoire, dans le cadre du programme régional Breizh Bocage.

En 2025, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 14,9 km de haies créées ou restaurées
- 7,3 km de talus créés
- 53 exploitants agricoles bénéficiaires
- 15 plans de gestion durable du bocage réalisés, portant à 166 km les linéaires engagés sur le territoire
- 32 avis émis sur les déplacements de haies, 33 avis techniques rendus dans le cadre du droit des sols

En consortium avec Morlaix Communauté et la SCIC Coat Bro Montroulez, la régie a été retenue à un appel à projets « Pacte de la Haie » 2026-2028, pour développer la gestion durable et la valorisation du bois de bocage.



En septembre, l'exposition Paroles dans les Champs pouvait être découverte dans la cour d'honneur de la Manufacture de tabacs de Morlaix.
© Sky Arts



46
mesures
agro-environnementales
et climatiques
x30 exploitations



L'exposition en plein air à Guerlesquin.
© Sky Arts

EN APPARTÉ

Espaces Naturels Sensibles et Natura 2000 : préserver ce qui existe

Au-delà des actions agricoles et bocagères, An Dour assure la coordination de la gestion de 630 hectares d'espaces naturels sur le territoire, sites du Conseil Départemental et du Conservatoire du Littoral, en lien avec Morlaix Communauté. Entretien, ouverture au public, lutte contre les espèces invasives, expertise auprès des communes : un travail de fond, discret mais indispensable pour préserver ce qui existe.

An Dour anime également le site Natura 2000 de la rivière du Douron, qui s'étend sur 2 900 hectares à cheval sur 10 communes. Suivi des chauves-souris, évaluations d'incidences pour les projets agricoles et forestiers, partenariat avec la Réserve Naturelle Régionale des Étangs de Plounérin : autant d'actions qui contribuent, à leur échelle, à préserver des milieux directement liés à la qualité de l'eau. Plus de 60 000 € de subventions ont été versées en 2025 aux associations partenaires pour la gestion des réserves naturelles et l'éducation à l'environnement.

15 années de lutte contre la prolifération des algues vertes sur le Bassin Versant du Douron

Depuis 2010, le bassin versant du Douron est engagé dans un Plan de Lutte contre la Prolifération des Algues Vertes (PLAV). An Dour en est co-porteur, aux côtés de Lannion-Trégor Communauté. L'enjeu : maintenir la baisse de la concentration en nitrates dans les cours d'eau, en mobilisant le maximum d'exploitations agricoles du territoire.

En 2025, 106 exploitations sont engagées dans le 3^e PLAV, représentant 78 % de la Surface Agricole Utile ciblée. L'action phare est la Boucle Vertueuse : un système de points convertis en chèques utilisables auprès d'entreprises de travaux agricoles, pour encourager les pratiques favorables à la réduction des fuites d'azote.

Ce plan s'accompagne d'une communication positive et originale : l'exposition « Paroles dans les champs », créée avec Lannion-Trégor Communauté, valorise les portraits et témoignages d'agricultrices et d'agriculteurs engagés. Elle a circulé sur 4 communes du bassin versant du Douron en 2025, avant une inauguration à la Manu à Morlaix en septembre.

MAEC : accompagner la transition agro-écologique

Le Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) Baie de Morlaix, animé par An Dour, permet aux exploitants du territoire de s'engager dans des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), des aides financières européennes conditionnées au respect d'obligations environnementales.

L'objectif : accompagner la transition des exploitations vers des systèmes plus protecteurs de l'eau, des sols et de la biodiversité.

En 2025, 46 MAEC ont été contractualisées par 30 exploitations agricoles. Depuis 2023, ce sont plus de 5 300 ha couverts par une MAEC et près de 150 km de haies engagés dans de l'entretien durable. Parmi les 46 contrats de 2025, 13 portent spécifiquement sur l'entretien durable du bocage. An Dour a également organisé 2 formations à destination des exploitants engagés, réunissant 18 agriculteurs sur des thématiques telles que l'entretien des haies et l'autonomie fourragère.

En 2025,
63
exploitations
ont réalisé au moins
une prestation grâce
au dispositif
de la boucle vertueuse.



Remise des chèques de la boucle vertueuse aux agriculteurs impliqués dans le programme.
© An Dour



Flashez pour découvrir
les vidéos de Paroles
dans les Champs



Affichage urbain promotionnel de l'exposition dans Morlaix.
© An Dour

Accompagner nos usagers à la mise en conformité de leurs systèmes d'assainissements collectifs et non collectifs

Qu'il s'agisse d'assainissement non collectif (ANC) ou de branchements sur le réseau collectif, la conformité des installations est un levier direct pour préserver la qualité des masses d'eau. An Dour dispose pour cela de deux équipes qui travaillent main dans la main : les agents de terrain, qui diagnostiquent les installations et émettent les rapports de conformité, et les agents d'aide à la mise en conformité, qui accompagnent les propriétaires dans leurs démarches.

Assainissement non collectif (ANC) - 9 727 installations

Les agents de terrain conseillent les propriétaires sur leurs installations, leur entretien, et rappellent leur responsabilité légale : depuis la loi sur l'eau de 2006, le propriétaire dispose de 4 ans à compter de la notification du rapport de non conformité pour réaliser les travaux, réduit à 1 an en cas de transaction immobilière. Lorsque ce délai n'est pas respecté, une pénalité de 700 € est appliquée : 188 ont été facturées en 2025, Ce n'est pas une fin en soi, mais un outil incitatif qui accélère les mises en conformité. 125 installations mises aux normes grâce notamment à l'accompagnement financier mobilisé par nos équipes (Morlaix Communauté 85 k€, Agence de l'eau Loire Bretagne 32 k€ et la Région Bretagne 13 k€)

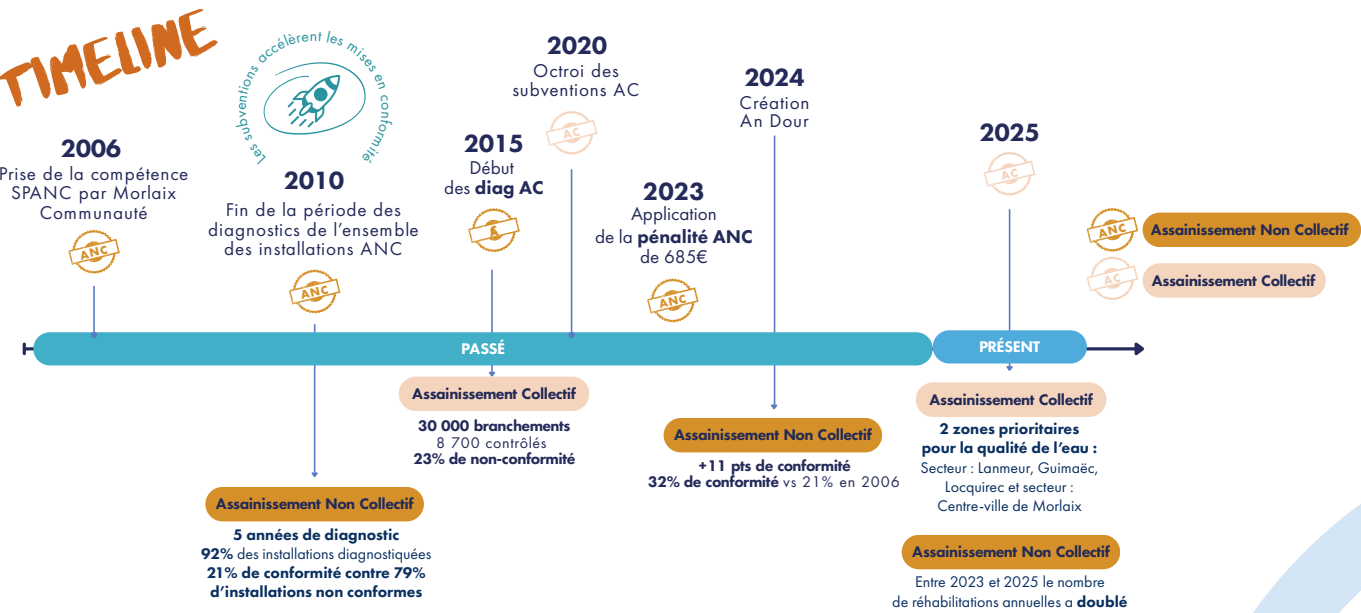
L'équipe va bien plus loin : elle évalue l'éligibilité des usagers aux dispositifs de subvention, monte les dossiers et assure le suivi jusqu'au contrôle final. En 2025, trois dispositifs ont été activés :

- Région Bretagne (secteurs littoraux à enjeu) : 3 usagers aidés - 13 342 € attribués.
- Agence de l'eau Loire-Bretagne (zones sensibles déclassées, baignade, conchyliculture, pêche à pied) : 12 usagers aidés - 32 460 € attribués. Ce dispositif s'est achevé au 31 décembre 2025.
- Morlaix Communauté (résidences principales et secondaires, sous conditions de revenus) : 22 usagers aidés - 85 850 € attribués.

Soit 37 usagers accompagnés et 131 652 € de subventions mobilisées en 2025 pour la réhabilitation d'installations ANC.

Assainissement collectif (AC)

Sur le volet des branchements au réseau collectif, An Dour a réalisé 1 212 diagnostics en 2025 révélant un taux de non-conformité d'environ 23 %. Le territoire compte au total 30 800 installations raccordées à l'assainissement collectif de Morlaix Communauté.



RENCONTRE



3 questions à Karine Bloc'h, cheffe du service Qualité des Masses d'Eau

Pourquoi la mise en conformité des installations est-elle si essentielle pour la qualité de nos masses d'eau ?

Parce que chaque installation non conforme est une source potentielle de pollution directe vers les cours d'eau, le littoral ou les nappes souterraines. L'assainissement, qu'il soit collectif ou non collectif, est le maillon entre les activités humaines et la ressource en eau. Quand ce maillon est défaillant, c'est toute la chaîne qui est affectée : la qualité des eaux de baignade, la conchyliculture, les captages d'eau potable. Notre mission, c'est de réduire ces sources de pollution une par une, en partant du terrain.

Le travail de vos équipes est-il bien compris par les usagers ?

Pas toujours, et c'est légitime. Quand un agent vient diagnostiquer votre installation et vous remet un rapport de non-conformité, c'est rarement une bonne nouvelle pour le propriétaire. La difficulté, c'est que nos agents font à la fois le contrôle et le conseil, ce double rôle peut créer de la méfiance. Mais nos équipes font un travail remarquable pour expliquer le pourquoi, proposer des solutions, orienter vers les subventions. Progressivement, on voit une évolution : les usagers qui ont été accompagnés dans leur démarche repartent généralement satisfaits du processus.

Quelle communication envisagez-vous pour mieux faire accepter ce dispositif et mobiliser les usagers ?

On veut travailler sur deux niveaux. D'abord, mieux expliquer à quoi servent les contrôles, pas sanctionner, mais préserver. Le lien entre une installation conforme et la qualité de l'eau qui coule dans le robinet ou la plage où on se baigne, il n'est pas toujours évident pour les gens. Ensuite, valoriser davantage les dispositifs d'aide financiers qui existent, beaucoup d'usagers ne savent pas qu'ils peuvent être subventionnés à 30, 50, voire 60 %. Mieux informer, c'est aussi accélérer les mises en conformité, et au final, améliorer la qualité de l'eau pour tout le monde.

ÊTRE CONFORME, C'EST

AGIR
POUR LA
QUALITÉ DE
L'EAU

POURQUOI AGIR ?

Lorsque votre assainissement collectif est conforme :

- Vous valorisez votre habitation
- Vous protégez la qualité de l'eau
- Vous participez à un meilleur cadre de vie

UN GESTE INDIVIDUEL

=
UN IMPACT COLLECTIF



Visite d'un agent pour vérifier le bon fonctionnement du système ANC réhabilité.
© An Dour



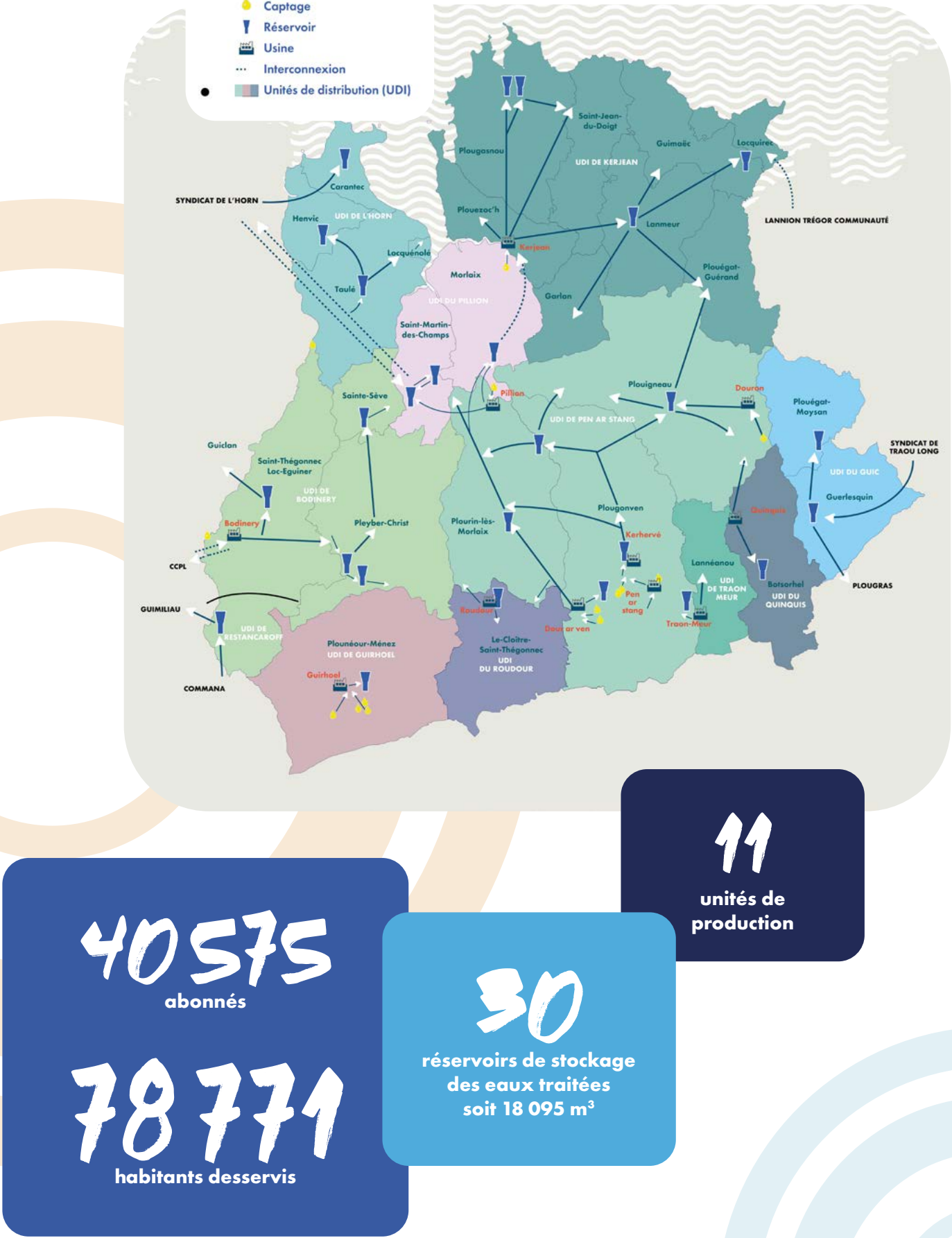
**Produire
et acheminer
une eau
potable
de qualité**



Ce chapitre est la suite logique du précédent : on ne produit pas une eau potable de qualité sans veiller d'abord à la qualité de la ressource à la source. Une fois prélevée, l'eau parcourt un chemin long et exigeant avant d'arriver au robinet. Qualité, sécurisation de l'approvisionnement, continuité de service : les enjeux sont majeurs. L'année 2025 en a été une illustration concrète, avec une sécheresse qui a mis la ressource sous tension et des équipes pleinement mobilisées pour y faire face. Du captage jusqu'au compteur, les équipes d'An Dour travaillent main dans la main pour que chaque abonné puisse ouvrir son robinet sans se poser de questions et faire confiance au service qui l'alimente.



© AI Infographie

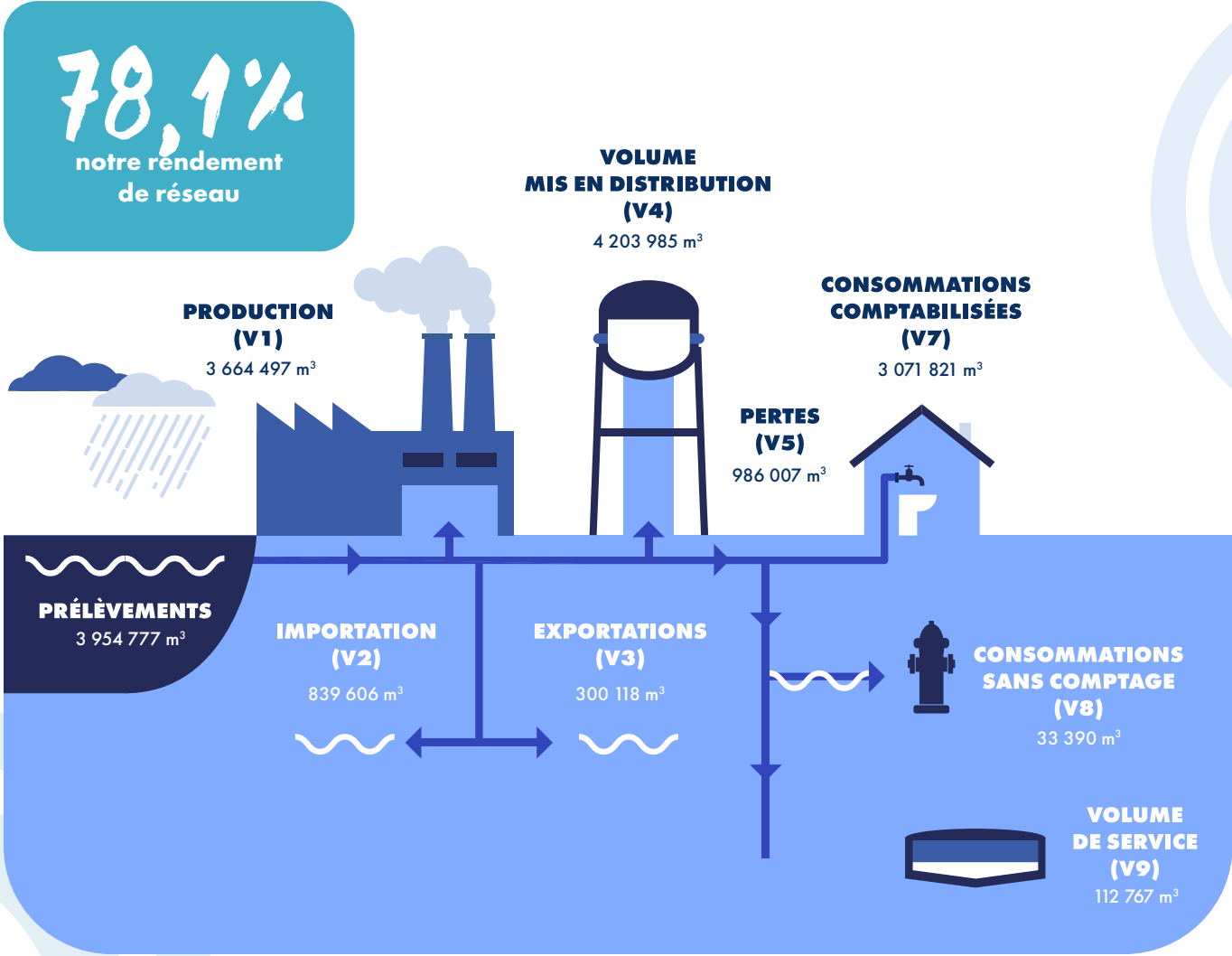


Produire une eau potable de qualité : notre engagement, chaque jour

Garantir une eau potable de qualité n'est pas qu'une priorité — c'est notre engagement fondamental envers les 40 000 abonnés du territoire. En 2025, les résultats sont au rendez-vous : les contrôles réalisés par l'Agence Régionale de Santé atteignent un taux de conformité de 99 % sur les paramètres bactériologiques comme physico-chimiques. 234 prélèvements microbiologiques et 312 prélèvements physico-chimiques ont été analysés, avec 233 et 311 résultats conformes respectivement.

Ces résultats sont le fruit d'une surveillance permanente, mais aussi d'une capacité à agir dès qu'un point de vigilance est identifié. An Dour met en place des plans d'actions immédiats et à moyen terme pour résorber tout point noir susceptible d'altérer la qualité de l'eau distribuée.

Plusieurs paramètres font l'objet d'un suivi renforcé dans ce cadre. Les produits phytosanitaires et leurs métabolites sont surveillés depuis 2019. Les PFAS, ces composés perfluorés omniprésents dans notre environnement industriel, ont été intégrés au contrôle sanitaire depuis le 1^{er} février 2025. Le radon fait l'objet d'un suivi spécifique sur quatre sites de production depuis 2021, avec un examen au cas par cas des solutions disponibles pour réduire les concentrations. Enfin, la présence éventuelle de chlorure de vinyle monomère dans les canalisations PVC posées avant 1980 est inventoriée et transmise annuellement à l'ARS.



Protéger nos captages d'eau potable

Sur le territoire de Morlaix Communauté, 16 captages d'eau potable sont gérés par An Dour, couvrant plus de 2 600 hectares de périmètres de protection (PPC). Depuis la loi sur l'eau de 1992, leur protection contre tout risque de pollution accidentelle est une obligation réglementaire légale et une priorité permanente pour la régie.

En 2025, plusieurs actions ont été menées en parallèle. Un comité biannuel de suivi a réuni le 19 novembre les acteurs du territoire pour faire le point sur les enjeux actuels et les actions engagées. Une campagne de communication a été lancée auprès des riverains, exploitants et usagers des terres situées dans les 15 périmètres actuellement exploités, pour rappeler les contraintes liées à la protection des captages.

Sur le volet agricole, un projet de réduction des produits phytosanitaires, initié par le Département et animé par la Chambre d'agriculture, se poursuit au sein du PPC du Roudour au Cloître-Saint-Thégonnec. Par ailleurs, l'indemnisation des propriétaires et exploitants du PPC de Trevien Coz sur le Dourduff a été définitivement finalisée.

Enfin, la gestion des boisements de captage s'est poursuivie : le chantier d'exploitation de bois sur le PPC de Bodinéry a été finalisé, et un nouveau boisement de 1,7 ha a été élaboré au Roudour — comprenant 1,3 ha de feuillus et un verger de 40 pommiers — mis en place début 2026 avec le soutien du Département dans le cadre du plan 500 000 arbres.



© Sky Arts



© Sky Arts

POINT D'ÉTAPE 2025 Reconquérir la qualité de l'eau prélevée au captage prioritaire de Lannidy

Le captage du Jarlot à Lannidy alimente en eau potable les habitants de Morlaix et Saint-Martin-des-Champs. Depuis plusieurs années, la qualité de cette eau brute est dégradée par la présence de produits phytosanitaires et métabolites, principalement des herbicides utilisés dans la culture du maïs, des céréales et du colza. An Dour traite efficacement ces molécules pour produire une eau potable conforme, mais ce traitement est coûteux et ne peut constituer une réponse durable. C'est pourquoi la régie a choisi d'agir à la source : en accompagnant, sans contrainte, les agriculteurs volontaires de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) vers des pratiques plus préservatrices de la ressource.

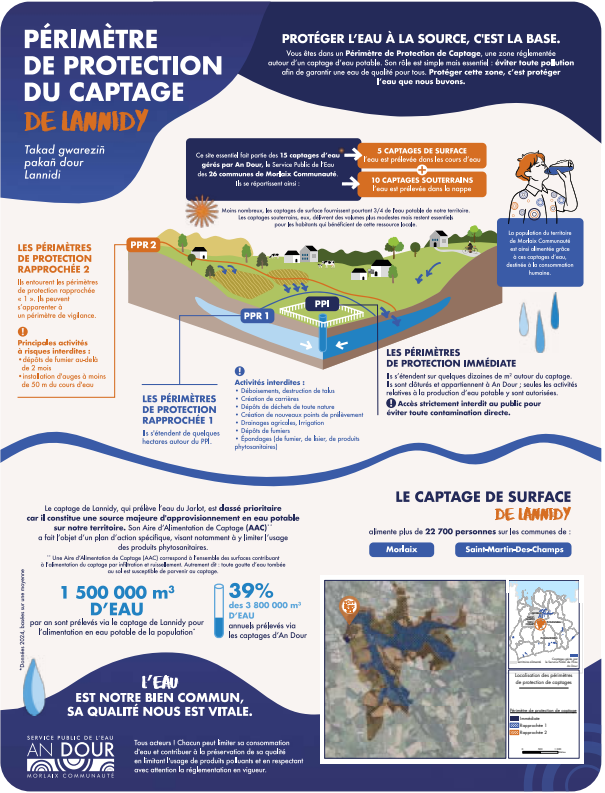
Ce plan d'actions, lancé en 2025 pour trois ans, repose entièrement sur le volontariat. Les agriculteurs qui s'y engagent le font parce qu'ils le souhaitent, aux côtés des équipes d'An Dour. C'est ce qui rend la démarche solide.

Fin 2025, les résultats sont concrets :

- 46 diagnostics initiaux et 10 diagnostics de parcelles à risque réalisés chez les agriculteurs de l'AAC
- 16 exploitants engagés dans le dispositif de Paiement pour Services Environnementaux (PSE) sur 5 ans, représentant 1 100 hectares de surfaces agricoles, plus les efforts sont importants, plus l'agriculteur est rémunéré
- 12 hectares rapprochés du siège d'une exploitation grâce aux premiers échanges fonciers, facilitant le recours au pâturage, un système herbager particulièrement protecteur de la ressource en eau

Ces actions s'inscrivent dans un panel plus large : accompagnements techniques individuels, dispositif Breizh Bocage pour la mise en place de talus et de haies limitant les transferts de pesticides, et suivi mensuel des molécules présentes sur 6 points de prélèvement de l'AAC pour un pilotage fin de la qualité de l'eau.

En 2026, les premières actions associées aux engagements PSE démarreront, et les échanges fonciers se poursuivront. Une nouvelle étape dans une dynamique qui s'installe dans la durée.



20 000
habitants alimentés
en eau potable

Indice de protection
de nos ressources
(rivières + captages)
95%

77%
de l'eau brute
prélevée vient
de nos rivières !



107
exploitations
agricoles

8 500
ha de surface

La dimension collective de notre plan d'action est primordiale. Elle permettra d'instaurer une conscience collective, pour An Dour et pour les agriculteurs, de notre capacité à concilier production agricole et production d'eau potable

Guy Pennec
Président d'An Dour

FOCUS

Été 2025 : quand la sécheresse met la ressource à l'épreuve

Depuis plusieurs années, les épisodes de sécheresse ne sont plus des exceptions. Après celui de 2022, l'été 2025 en a apporté une nouvelle illustration sur le territoire de Morlaix Communauté : dès le mois de juin, face à une situation hydrique fragile, An Dour activait ses premières mesures de vigilance. Les pluies attendues n'étant pas au rendez-vous, le département a été placé en alerte renforcée le 11 août par arrêté préfectoral. Les restrictions ne seront levées que fin octobre, après cinq mois d'une vigilance soutenue.

Dès juin, An Dour avait activé ses interconnexions pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable : 1 100 m³/jour transférés depuis Morlaix vers Plouézoc'h, 375 m³/jour importés depuis Lannion-Trégor Communauté, 750 m³/jour depuis la CCPL, et 2 000 m³/jour exportés vers le Syndicat de l'Horn. Des dérogations temporaires aux débits réservés ont également été sollicitées auprès de l'État pour garantir la distribution. La ressource était sous tension, mais la continuité du service n'a jamais été compromise.

Par-delà la gestion technique, cet épisode a aussi été l'occasion de rappeler aux usagers une réalité souvent oubliée : l'eau n'est pas inépuisable, même en Bretagne. An Dour a déployé une campagne de communication active, avec des stickers sur les fourgons d'intervention, des affiches et des publications digitales, autour de trois messages simples : « Mollo sur l'eau », « Economisons l'eau », « L'eau n'est pas inépuisable, même ici... ».



Fuite due à une canalisation cassée.
© An Dour

Canalisation réparée.
© An Dour

44%
sur les réseaux

792

interventions en astreinte
H24 7/7

400

fuites résorbées
sur l'ensemble
du réseau
(branchements, compteurs,
canalisations)

56%

sur les installations

Assurer la continuité de service : embarquez dans une intervention nocturne de notre équipe d'astreinte

Dans la nuit du 4 septembre 2025, un usager signale un écoulement sur la D18, entre Saint-Thégonnec et Sizun. Il est 19h30. L'équipe d'astreinte se mobilise immédiatement : test chlore positif, fuite confirmée à 5 m³/h. Le réservoir de Loc-Eguiner ne peut plus se remplir, celui de Guimiliau est menacé, et l'eau qui s'écoule sur la chaussée crée un danger routier immédiat.

La décision est prise : réparation d'urgence dans la nuit. Terrassement, sécurisation de la zone, remplacement du tronçon cassé, pose d'équipements conçus pour durer 50 ans. Six heures et demie d'intervention plus tard, à 2 h du matin, la fuite est réparée.

Au petit matin, les habitants de Saint-Thégonnec se lèvent avec de l'eau au robinet. Sans se douter de rien.

C'est notre vision du service public de l'eau : une astreinte 7 j/7, 24 h/24, des équipes qui interviennent quelle que soit l'heure, pour que la continuité du service ne soit jamais une question.

03h00
Fin d'intervention

Terrassement finalisé,
service rétabli

02h00
Réparation pérenne

Remplacement du tronçon
— fonte epoxy 50 ans

21h30
Fuite confirmée

Test chlore positif — 5 m³/h
identifiés

19h30
Signalement usager

Écoulement constaté sur la D18
entre Saint-Thégonnec et Sizun

21h00
Mobilisation astreinte

Déplacement sur site et premier
état des lieux

SÉCHERESSE



MOLLO
SUR L'EAU !

À CHAQUE NIVEAU, DES GESTES ADAPTÉS.



© An Dour

RENCONTRE



15
remontées de situations
dangereuses

Kevin Toux, agent d'exploitation, raconte comment sa vigilance a permis d'éviter une situation à risque.

Peux-tu nous décrire la situation que tu as identifiée ? Qu'est-ce qui t'a fait dire : « Attention, là il y a un risque ? »

« J'ai déjà remonté plusieurs situations dangereuses. L'une d'elles concernait un clarificateur de la station, sur lequel la trémie de récupération des surnageants est située en hauteur, avec un accès compliqué et dangereux. Le problème, c'est que cette trémie peut parfois se boucher. Quand j'ai analysé la situation, je me suis rendu compte qu'en cas d'intervention pour déboucher la trémie, il y avait un risque réel : chute de hauteur d'un côté, et risque de noyade de l'autre en cas de basculement dans le clarificateur. L'objectif était donc de trouver un moyen d'intervenir pour déboucher cette trémie en sécurité pendant l'intervention. »

« Signaler une situation dangereuse, c'est protéger toute l'équipe »

Kevin Toux
Agent d'exploitation

Comment as-tu réagi ? Était-ce facile pour toi d'en parler et de faire remonter l'information ?

« Oui, très facile : j'ai envoyé un mail, pour remonter l'information au service QSE, en expliquant le problème et les risques identifiés. J'en ai également profité pour proposer une ou deux pistes de solutions afin d'apporter aussi des idées d'améliorations pour sécuriser l'intervention. »

Quelles ont été les réponses du service QSE et de ta hiérarchie ? Quelle solution a été mise en place ?

« Le service QSE a transmis la remontée et s'est renseigné sur les études en cours. L'idée initiale était d'ajouter une passerelle lors de la rénovation des clarificateurs, une autre solution a finalement

été privilégiée pour agir plus vite. Le terrain a été préparé pour couler une dalle béton, permettant l'installation prochaine d'un équipement sécurisé pour faciliter les interventions sur cette zone. »

Que ce serait-il passé si personne n'avait rien dit ? Quel aurait pu être l'impact sur toi ou tes collègues ?

« Le risque, c'est surtout de finir par s'habituer au danger et de considérer cette situation comme normale. Avec le temps, cela aurait pu entraîner une chute et des blessures graves lors d'une intervention. C'est justement pour éviter qu'un accident arrive qu'il est important de signaler ce type de situation dès qu'elle est identifiée. »

On dit souvent que la sécurité est l'affaire de tous. Comment vois-tu ton rôle au sein de l'équipe sur ce sujet ?

« En tant qu'exploitants sur les stations, nous sommes ceux qui avons le regard le plus direct du travail réalisé au quotidien et des situations où il peut y avoir des risques ou des problématiques de sécurité. Nous sommes donc les mieux placés pour identifier ces situations et faire remonter les points de vigilance. C'est important de partager ce que l'on observe sur le terrain afin de permettre à chacun de travailler en sécurité. »

Si tu avais un message à faire passer à un collègue qui hésite à signaler une situation anormale, que lui dirais-tu ?

« Ce sont des situations qu'il faut remonter le plus rapidement possible, avant qu'un accident, grave ou irréversible, ne se produise. Il ne faut surtout pas hésiter à signaler ce type de situation. C'est super simple à faire et l'équipe QSE est vraiment là pour nous accompagner. »

De l'alerte à l'action : le retour d'expérience de Kevin prouve que chaque remontée compte. Transformer les signalements en solutions concrètes est le moteur de notre culture sécurité.



© An Dour

Lever les idées reçues sur les châteaux d'eau

Sollicités par Le Télégramme pour un reportage sur le thème « à quoi sert un château d'eau », les équipes d'An Dour ont ouvert les portes du château d'eau de Kerboullec à Locquirec, récemment rénové, pour une visite guidée en bonne et due forme. L'occasion de lever le voile sur un ouvrage à la fois familier dans le paysage breton et souvent mal compris dans son fonctionnement.

C'est Lionel Le Gall, Responsable réseaux chez An Dour, qui s'est prêté à l'exercice de vulgarisation. Non, l'eau ne coule pas quand on ouvre la porte, et non, ce n'est pas un stockage d'eau de pluie. C'est de l'eau traitée en usine qui y est stockée et renouvelée en permanence au fil de la consommation du réseau. Ce que cache cet ouvrage de 32 mètres, c'est un réservoir en hauteur dont l'eau est renouvelée régulièrement, parfois toutes les deux heures en été et qui permet de distribuer l'eau potable simplement par la gravité. Un fonctionnement à la fois simple et ingénieux.

Au-delà de l'aspect technique, cette ouverture au média illustre une conviction portée par An Dour : mieux faire comprendre les coulisses de la distribution de l'eau potable, c'est aussi renforcer la confiance des abonnés dans leur service public. Avec, en prime pour l'équipe, une vue panoramique exceptionnelle depuis le sommet, une belle récompense après les nombreuses marches, échelles et harnais de sécurité.

NOUVEAUTÉ

Structurer la maintenance pour mieux durer

En 2025, An Dour a déployé MAINTA, un outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) à destination des équipes de l'exploitation. Concrètement, il centralise le suivi de l'ensemble des interventions de maintenance sur les ouvrages et équipements du réseau avec pour objectif de passer d'une logique de réaction à une logique d'anticipation. Historique des interventions, planification des maintenances préventives, traçabilité des équipements : autant d'informations désormais accessibles et partagées, pour mieux piloter le patrimoine et optimiser les coûts dans la durée.

20 personnes, une seule priorité : les usagers

Derrière chaque appel, chaque facture, chaque compteur changé, il y a une équipe. En 2025, la Direction de la Relation Usagers (DIRU) a fait face à une année dense, exigeante, et riche d'enseignements. Voici comment elle s'est organisée pour être, au quotidien, au plus près de ses 40 000 abonnés.

Une équipe, trois métiers

La DIRU, pilotée par Régis Guionnet, réunit 20 collaborateurs répartis en trois pôles qui couvrent l'ensemble du parcours usager, du premier contact téléphonique jusqu'à l'intervention physique chez l'abonné. En 2025, ce sont 32 751 contacts usagers qui ont été traités par le front office, par téléphone, par mail, ou en accueil physique. Abonnements, résiliations, changements de coordonnées bancaires, signalements de fuites, demandes de branchement... la diversité des situations est vaste, et chaque conseiller·e doit pouvoir naviguer avec agilité sur l'ensemble de ces sujets. Ce qui rend ce rôle particulier, c'est aussi sa dimension de carrefour : le front office est le lien entre l'usager et l'ensemble des équipes de la régie.

Savoir orienter, faire le lien, tenir informé, c'est autant de compétences humaines que techniques. Pour faire face à la hausse des sollicitations, l'équipe s'est renforcée en 2025 avec une astreinte usagers assurée 7 j/7, 24 h/24 pour toutes les urgences eau et assainissement.

Nos agents de terrain ont assuré en 2025 un volume de travail exceptionnel : 4 985 compteurs changés, soit près du double de l'année précédente (2 783 en 2024). Chaque intervention est aussi l'occasion d'un contact direct avec l'abonné, un moment de présence concrète, sur le pas de la porte, qui compte.

Ce que 2025 nous a appris

Cette année a été une année d'apprentissage autant que d'action. La montée en charge de l'activité, la diversité des demandes et certains imprévus nous ont poussés à nous adapter en permanence. La DIRU l'a fait, avec engagement et sans jamais perdre de vue l'essentiel : la qualité du service rendu à chaque abonné.

Le début de l'année 2025 a été marqué par des retards de facturation par une accumulation de contraintes auxquelles l'ensemble de la régie a dû faire face collectivement. La situation s'est normalisée dès juin 2025, et le rythme habituel de facturation a été retrouvé sur le second semestre. Cet épisode nous a aussi permis d'identifier des marges de progression sur nos processus internes, pour mieux anticiper ce type de situations à l'avenir.

FOCUS

2026 : une nouvelle ère pour la relation usagers

La DIRU engage en 2025 un projet structurant qui verra le jour à l'été 2026 : la migration vers un nouvel logiciel métier, Waterp. Ce changement d'outil de gestion est bien plus qu'une mise à jour technique, c'est une refonte en profondeur de la façon dont les équipes travaillent au quotidien. Plus de croisements entre métiers, plus d'agilité, de nouveaux modules de gestion : l'objectif est de donner aux conseillers les moyens de se concentrer sur ce qui compte vraiment, le conseil, l'écoute, l'accompagnement.

Car c'est le deuxième volet de ce projet qui le rend particulièrement ambitieux : une nouvelle agence en ligne, plus moderne et plus complète, également prévue pour l'été 2026. Elle offrira aux abonnés une autonomie réelle dans la gestion de leur contrat, souscription et résiliation en ligne, prélèvement automatique, mensualisation, facture dématérialisée, auto-relevé de compteur, suivi de consommation. Le paiement en ligne, déjà disponible, n'en sera qu'une fonctionnalité parmi d'autres.

Moins de sollicitations pour les tâches administratives courantes, c'est autant de disponibilité libérée pour les situations qui nécessitent un vrai dialogue. Un cercle vertueux, au bénéfice des abonnés comme des équipes.

31 135
abonnés à
l'assainissement collectif

40 575
abonnés accompagnés

28 369
contacts usagers

4 985
compteurs
changés

20
collaborateurs
à votre service

TERRAIN

4 AGENTS
Relève, pose
et changement
de compteurs

FACTURATION

6 AGENTS
Facturation et gestion
des recettes

FRONT OFFICE

10 AGENTS
Téléphone, mail, accueil
Astreinte urgences 7 j/7
24 h/24

78,3 M³
consommation moyenne
par foyer

43 540
compteurs
30% du parc en télérelève

40%
d'abonnés mensualisés

Avis Google

★★★★★

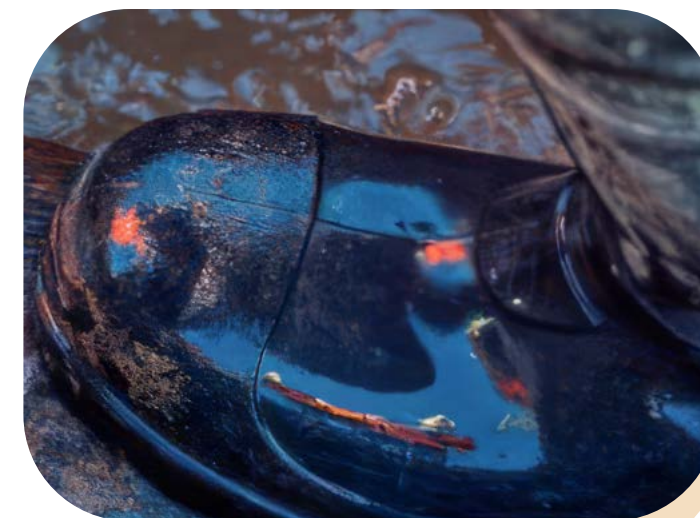
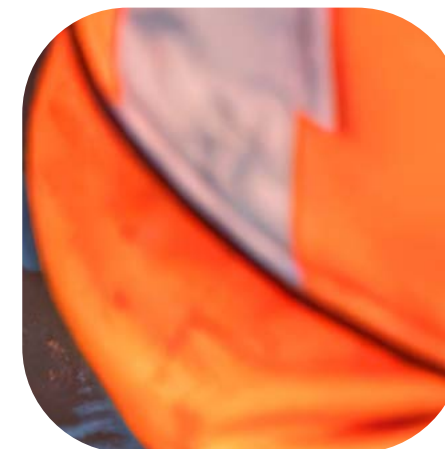
👍 Contact facile avec la personne à l'accueil de An Dour, puis intervention rapide aussi pour une fuite avant le compteur, côté réseau d'eau. Explications précises de Christophe, le technicien, de la réparation entreprise avec efficacité, et, plus largement ouverture de sa part aux questions sur le service d'eau potable de Morlaix Co. Du beau travail. 👍

FLH

Les retours positifs comme celui-ci, nous en sommes collectivement fiers. Ils sont la preuve que la proximité, l'écoute et la réactivité portent leurs fruits qu'il s'agisse d'un appel au front office, d'une facture traitée ou d'une intervention sur le terrain.

S

Assurer une bonne gestion de patrimoine



© Sky Arts

Un service public de l'eau, c'est aussi des kilomètres de canalisations, des ouvrages, des stations, des réservoirs. Un patrimoine vieillissant qui demande une attention constante, des investissements soutenus et une vision à long terme. En 2025, ce sont 8 319 808 € investis sur l'eau potable, 10 179 291 € de dépenses réalisées sur l'assainissement collectif et 551 400 € sur les eaux pluviales qui témoignent de l'ampleur de l'effort consenti. Cet engagement s'inscrit dans le Schéma Directeur adopté par Morlaix Communauté en 2022, avec un plan pluriannuel d'investissement de 250 M€ sur 20 ans. Entretenir, renouveler, moderniser : c'est le travail de l'ombre qui rend possible la qualité de service au quotidien et un puissant levier d'activité économique avec des emplois créés ou maintenus au sein des entreprises du territoire.

PROJETEUR SUR

Mise aux normes de Keranroux, Morlaix

Pourquoi ce chantier ?

Les effluents de 9 communes convergent vers la station de Keranroux. Classée non conforme aux exigences préfectorales, elle représentait un risque réel de pollution en Baie de Morlaix. La mise aux normes était une obligation, et une urgence environnementale.

Communes :

Garlan, Plouigneau, Locquéholé, Morlaix, Plougonven, Plourin-lès-Morlaix, Saint-Martin-des-Champs, Sainte-Sève, Taulé

Ce qui a été construit

- 1 bassin tampon installé rue Saint-Germain pour stocker les eaux usées en cas de pic
- Nouveau bassin tampon de 1 700 m³ à Keranroux
- Nouveau poste de refoulement + 1 nouveau poste également rue Lavoisier. Avec pour chaque poste 1 bassin tampon
- Nouveau poste de refoulement à Saint-Germain
- Prochain chantier : poste de refoulement Weygand en 2027

Un chantier en cœur de ville

En profitant des tranchées ouvertes, An Dour a également renouvelé les canalisations d'eau potable vétustes sur le quai de Léon, deux axes stratégiques d'entrée et de sortie de Morlaix.

Maintenir la ville en mouvement tout au long du chantier a représenté un défi permanent : circulations alternées, sens uniques, déviations, stationnements réorganisés. Commerces, habitations et services de bus ont été maintenus accessibles à tout moment.

Des réunions publiques ont été organisées pour présenter les travaux, expliquer les contraintes et répondre aux questions des riverains, particuliers comme professionnels. Un chantier de cette ampleur se construit avec les usagers, pas seulement pour eux.

8,3 M€
Coût total HT

9
Communes
concernées

39 817
Habitants desservis

58 800
Équivalents habitants

0,7%
Taux de renouvellement
sur 5 ans

4,9
km de réseau eaux usées
renouvelé & réhabilité
en 2025

5,6
km de réseau eaux usées
créé en 2025



© An Dour



© AL Infographie



Inauguration en juin 2025
© An Dour

FOCUS

Nouvelle station d'épuration de Plounéour-Ménez

Remplacer une lagune obsolète par une station compacte et performante, en zone sensible, avec toutes les contraintes que cela implique.

Septembre 2023 – août 2025 / 26 mois de travaux

- 1 200 Équivalents-habitants (vs 650 avant)
- 2,47 M€ Coût total HT
- 1 090 524€ de financement
- 26 mois Durée des travaux

Les étapes du chantier

- 1 - Septembre 2023 Démarrage des travaux
- 2 - Octobre 2024 Fin filière eau
- 3 - Août 2025 Fin filière boues

La lagune de Kersimonet, mise en service en 1994 et conçue pour 650 équivalents-habitants, ne répondait plus ni aux besoins de la commune ni aux exigences réglementaires. Ses rejets altéraient directement la qualité de la Penzé, cours d'eau sensible bordé de zones humides. La construction d'une nouvelle station compacte à boues activées, portant la capacité à 1 200 EH, s'imposait.

Mais bâtir sur ce site n'avait rien d'évident. Emprise foncière restreinte, nature du sol nécessitant des fondations spéciales, absence de desserte en eau potable à créer, réseaux Enedis et Orange à dévier, et localisation en zone ABF imposant une intégration paysagère soignée : chaque contrainte a appelé une réponse sur mesure. La lagune existante a également dû rester en fonctionnement tout au long des 26 mois de travaux, sans interruption de service.

Le point de rejet a été déplacé au lieu-dit Quillou Dour à la demande de la police de l'eau, et les anciennes lagunes ont été réintégrées dans la nouvelle filière boues. Un projet qui optimise l'existant autant qu'il construit du neuf.





Les lingettes : le fléau silencieux de nos réseaux

En 2025, les équipes d'An Dour ont dû intervenir 149 fois pour déboucher des réseaux d'assainissement. Derrière une grande partie de ces interventions, le même coupable : les lingettes.

Contrairement à ce que laissent croire certains emballages, les lingettes ne se biodégradent pas dans les canalisations. Le trajet entre les toilettes et la station d'épuration est bien trop court pour cela. En chemin, elles s'agglomèrent, s'accrochent, forment des bouchons. Et c'est l'accumulation qui fait le dégât : un geste anodin chez soi, multiplié par l'ensemble des usagers du réseau, crée des blocages qui peuvent provoquer des débordements en station d'épuration et des rejets directs dans le milieu naturel.

FOCUS

Gérer les eaux de pluie autrement : la GIEP

Plutôt que d'évacuer l'eau de pluie dans les réseaux, la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP) propose de la valoriser dans l'aménagement urbain : jardins de pluie, surfaces perméables, toitures végétalisées. Des solutions qui créent des îlots de fraîcheur, réalimentent les nappes phréatiques et limitent les débordements lors des fortes pluies. Une réponse concrète au changement climatique, que l'on appelle aussi « la nature en ville ». An Dour est membre du réseau REDAGIEO et s'engage à promouvoir cette approche sur le territoire.

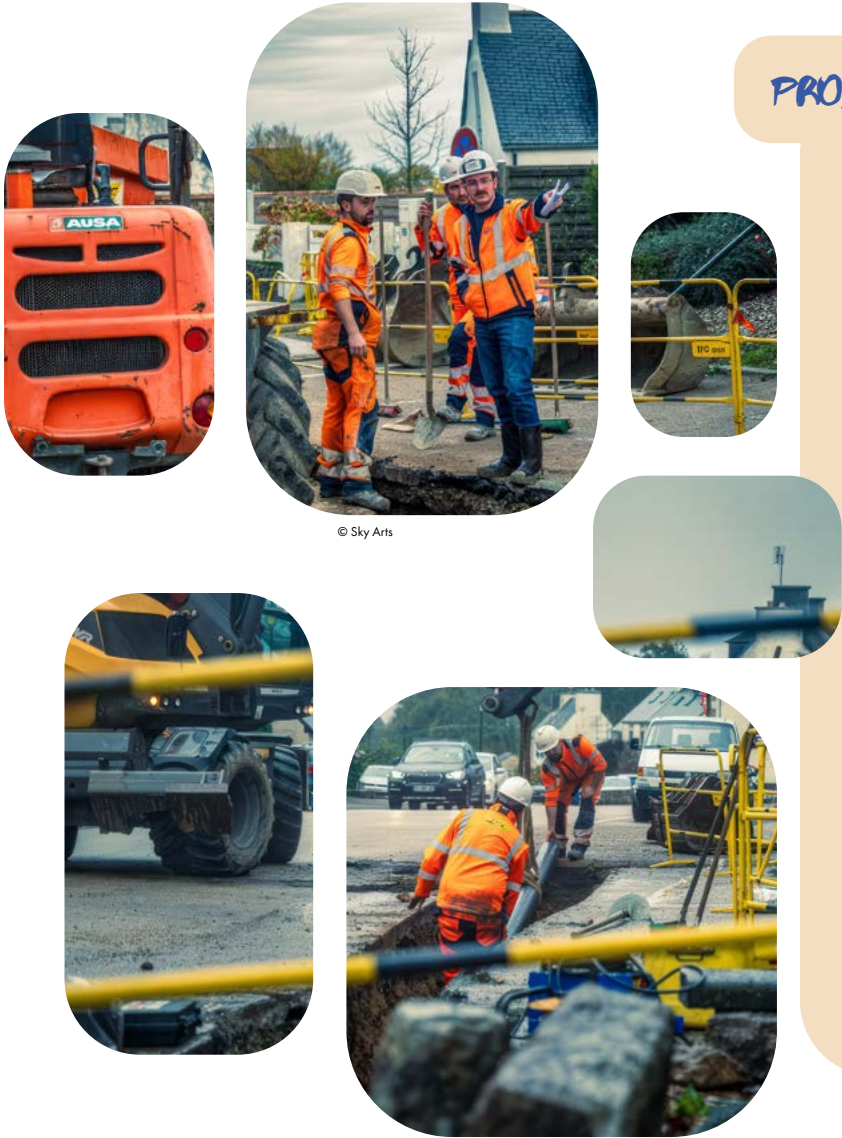
EN APPARTÉ

Eco-pâturage

Depuis 2025, An Dour a confié l'entretien d'une partie des espaces verts de ses ouvrages, stations d'épuration, postes de relevage, bassins pluviaux, à 60 bêtes réparties sur 37 189 m² en six communes. Chèvres pour débroussailler, moutons pour tondre : chacun son rôle. Deux éleveurs partenaires, déjà impliqués avec An Dour sur le volet bocage, assurent le suivi. Moins de carburant, moins de bruit, plus de biodiversité. Zéro éco-pâturage près des captages, où les déjections animales restent un risque à écarter.



© An Dour



© Sky Arts

© Sky Arts

PROJECTEUR SUR

Renouveler des réseaux en centre-bourg de Plouézoc'h

Démarré en septembre 2025 et achevé en janvier 2026, le chantier du centre-bourg de Plouézoc'h illustre un type d'intervention que les usagers voient sans toujours en comprendre la portée : renouvellement du réseau d'eau potable, effacement d'une double conduite existante, réparation des réseaux d'assainissement et pluvial. Un chantier à 197 117 € HT, mené en plein cœur de bourg, avec toutes les contraintes que cela implique, circulation perturbée, accès aux commerces à maintenir, imprévus techniques à gérer en temps réel.

C'est précisément cette réalité qu'An Dour a voulu montrer en filmant le chantier. Coordination avec la mairie et l'entreprise, adaptation permanente aux aléas, communication transparente auprès des riverains : autant de dimensions qui font la technicité d'un chantier en milieu urbain, souvent invisibles.

Ce projet rappelle aussi qu'An Dour investit sur l'ensemble du territoire de Morlaix Communauté. Préserver et renouveler le patrimoine, commune par commune, est une priorité qui ne se voit pas toujours, mais qui conditionne la qualité du service rendu à chaque abonné.



Flashez pour découvrir
la vidéo du chantier
de Plouézoc'h



La traque aux fuites : un travail de fourmi

Sur 1 797 km de réseau d'eau potable, chaque litre perdu est un litre en moins pour la ressource. La détection et la résorption des fuites est l'une des missions les plus invisibles de l'exploitation et l'une des plus exigeantes.

Tout commence chaque matin au bureau : un technicien analyse les données de la veille, relevés de points minimaux, variations nocturnes, dégradations de pression. C'est la veille numérique, assurée à tour de rôle par l'équipe, qui permet de détecter des anomalies parfois imperceptibles et de déclencher les investigations. Une fois l'alerte confirmée, les équipes se déploient sur le terrain avec du matériel de détection acoustique et de corrélation de bruits pour localiser la fuite avec précision. Puis vient la réparation : coordination, technicité, adaptation souvent à deux ou trois, parfois de nuit, sous la pluie.



Flashez pour découvrir la série vidéo sur Youtube

EN APPARTÉ

Informer avant de couper : un nouveau process de communication

Une coupure d'eau, même planifiée, peut perturber le quotidien d'un particulier ou l'activité d'un professionnel. En 2025, An Dour a structuré un process de communication systématique pour que chaque abonné concerné puisse anticiper au mieux.

Dès qu'une intervention est programmée, plusieurs canaux sont activés simultanément : information dans la presse locale, mail à la mairie concernée accompagné d'un visuel prêt à diffuser sur ses propres canaux, SMS aux abonnés directement impactés, flash info sur andour.bzh, et panneaux posés sur l'emprise des rues concernées.

L'objectif est simple : que personne ne soit pris par surprise. Chaque canal touche un public différent, et c'est bien la combinaison de tous qui permet d'atteindre le maximum de personnes concernées, qu'elles soient connectées ou non.

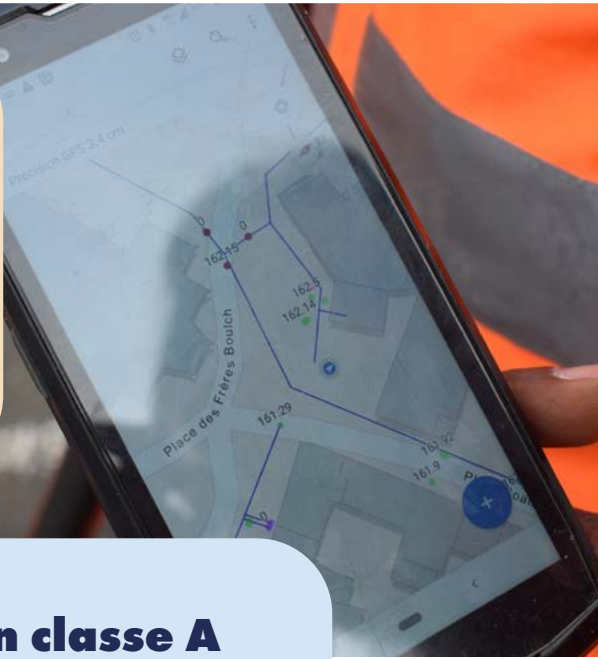
161
interruptions de l'approvisionnement en eau potable



PROJECTEUR SUR

Cartographier pour piloter avec notre équipe SIG

Localiser, référencer, analyser, concevoir : la cellule Système d'Information Géographique d'An Dour est au service de tous les métiers de la régie. Etienne et Clara, les deux agents du service, travaillent au plus près des besoins des équipes terrain pour faire de la cartographie un véritable outil de pilotage opérationnel.



© An Dour

CHANTIER PLURIANNUEL

Géoréférencer nos réseaux en classe A

- 1797 km de réseau d'eau potable
- 680 km de réseau eaux usées
- 490 km de réseau eaux pluviales

Atteindre une précision de moins de 40 cm sur la localisation de chaque canalisation, c'est l'enjeu du géoréférencement en classe A. Aujourd'hui 27,8% du réseau est cartographié à ce niveau. L'objectif est de 90%.

2026 - Échéance réseaux urbains

2032 - Échéance réseaux ruraux.



© An Dour



INNOVATION INTERNE

Des outils conçus pour le terrain

La cellule SIG ne se limite pas à la cartographie. Elle conçoit des applications sur mesure pour répondre aux besoins réels des équipes.



Inventaire du bocage

Application de cartographie des haies et talus, indispensable pour la révision du PLUi-H de Morlaix Communauté.



Contrôle des poteaux incendie

Saisie terrain en temps réel, génération automatique du rapport au retour au bureau. Un gain de temps et de fiabilité concret.

Suite ESRI, Survey 123

Prévenir les risques naturels c'est anticiper notre avenir.

Protéger Morlaix des inondations, un projet au long cours

La rivière de Morlaix déborde. Ce n'est pas une hypothèse, c'est une réalité que le territoire connaît depuis toujours, et que le changement climatique rend plus prégnante. Depuis 2016, le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) porte une ambition claire : protéger le centre-ville de Morlaix contre les crues, en agissant sur les trois aléas identifiés, débordement de cours d'eau, ruissellement et submersion.

La stratégie s'est progressivement affinée pour converger vers un projet phare : l'aménagement et la réouverture des galeries souterraines en centre-ville. Un projet à la fois technique, urbain et humain, dont 2025 marque une étape décisive.

Un nouveau programme d'études lancé pour 2025-2027

Labellisé par l'État le 13 octobre 2025, le nouveau Programme d'Études Préalables (PEP) structure 20 actions pour un budget global de 3 017 000 €. Il poursuit l'avant-projet détaillé engagé sur la période précédente, en s'appuyant sur les études de faisabilité (2022), les sondages géotechniques (2023) et la programmation urbaine lancée en 2024. L'objectif à terme est concret : protéger 1 100 habitants et 370 locaux d'activités contre les crues trentennales, et réduire de 80 % les coûts de dommages pour ces événements.



2025 : une année de concertation et d'investigations techniques

Tout au long de 2025, une démarche de concertation large a été conduite auprès des commerçants, habitants, associations et écoles du centre-ville. L'idée : faire de chaque riverain un ambassadeur éclairé du projet, conscient que même après travaux, le centre-ville de Morlaix restera une zone inondable, et qu'il appartient à chacun d'adapter ses pratiques en conséquence.

En parallèle, de nouvelles modélisations hydrauliques ont été lancées pour affiner la connaissance du fonctionnement de la zone inondable, notamment autour des ouvrages à l'amont de la galerie du Queffleuth et du bassin à flot. Une campagne géotechnique approfondie a également été réalisée, avec 19 sondages à des profondeurs allant jusqu'à 17 mètres, un suivi piézométrique sur 3 ans et un géoradar sur 1 300 mètres linéaires, pour valider les partis pris techniques avant l'avant-projet.



© An Dour



© An Dour

Risques côtiers : comprendre pour mieux agir

Le littoral de Morlaix Communauté est soumis à des risques réels de submersion marine et d'érosion côtière. Pour les anticiper, une étude de cartographie a été engagée dès 2023 sur les 11 communes littorales du territoire, avec des projections à 30 et 100 ans. Réalisée avec le bureau d'études Artelia et validée dans le cadre du partenariat scientifique LittoRisques, elle s'appuie notamment sur l'analyse des reculs historiques du trait de côte entre 1952 et 2021. Ces cartographies ont vocation à être intégrées au PLUi-H lors de sa prochaine révision, et à alimenter une stratégie locale de gestion des risques côtiers à l'échelle de l'agglomération.

Mais comprendre ces risques, c'est aussi en parler autrement. Au cours de l'année scolaire 2024-2025, les étudiants du BTS GPN du lycée de Suscinio ont mené une concertation auprès de plus de 300 usagers du littoral sur leur perception des risques. La restitution a pris une forme originale : une soirée théâtrale mêlant jeux télévisés, vidéos pédagogiques inspirées de l'émission « C'est pas sorcier » et débat mouvant avec les élus présents. Une façon de montrer que la sensibilisation aux enjeux du littoral peut aussi être vivante, créative et collective.



© Rivacom

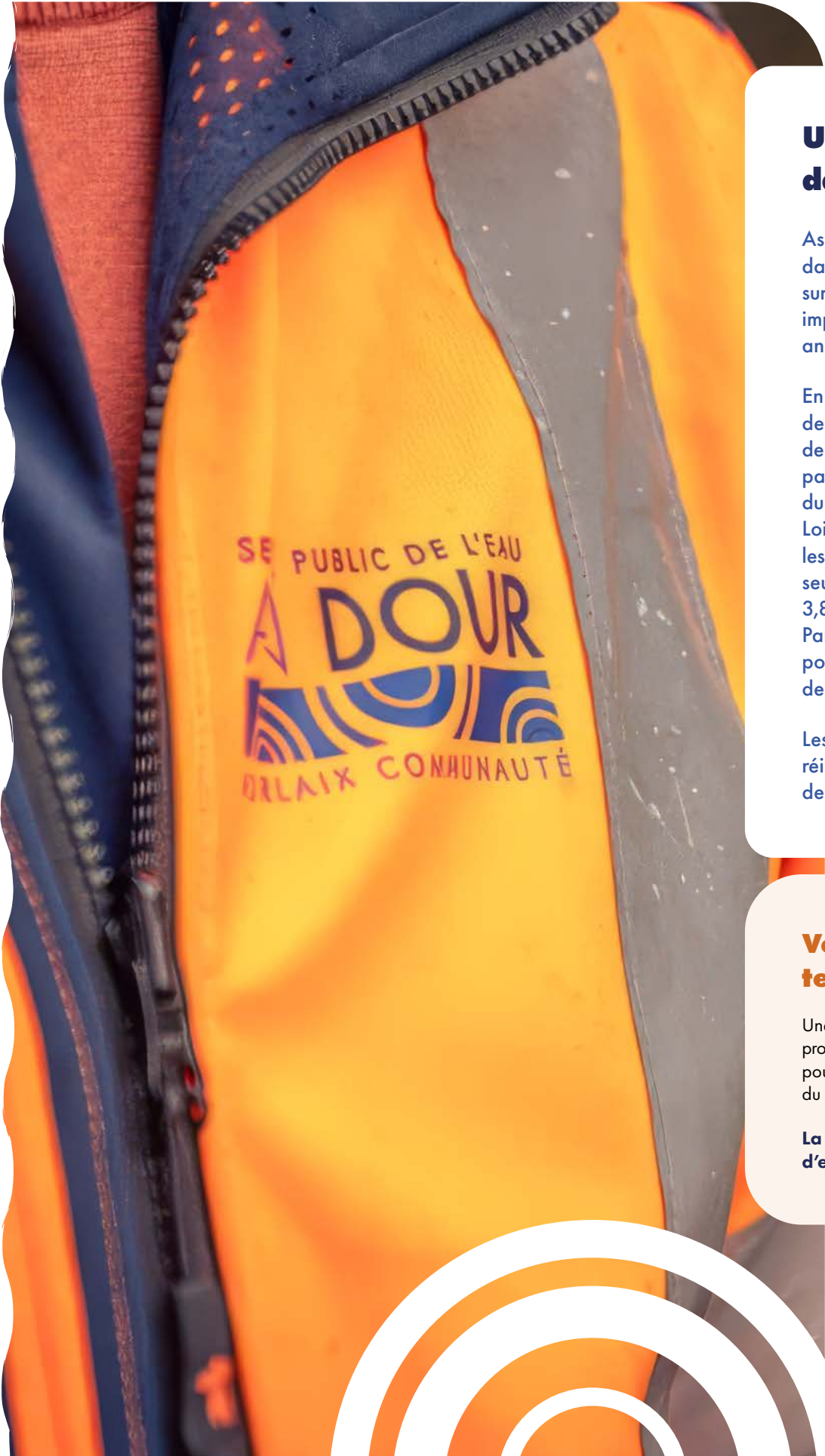


© An Dour



6

Maîtriser les budgets & les prix



Une gestion équilibrée, dans un contexte exigeant

Assurer l'équilibre budgétaire d'une régie en pleine structuration, dans un contexte d'inflation persistante, de pression croissante sur la ressource et d'un patrimoine qui appelle des investissements importants : c'est le défi que la direction financière relève chaque année, avec rigueur et méthode.

En 2025, 32 marchés travaux ont été passés pour un montant de 11 476 762 € HT, un volume qui traduit l'ampleur des besoins de renouvellement de nos infrastructures. Ces investissements ne reposent pas uniquement sur les recettes propres de la régie : An Dour bénéficie du soutien de partenaires financiers publics, notamment l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, le Conseil Départemental du Finistère et l'État, dont les subventions permettent de multiplier la capacité d'action sans peser seul sur la facture des abonnés. Le taux de financement externe atteint 3,8 % sur les investissements eau potable et 8,3 % sur l'assainissement. Parallèlement, les équipes et les procédures ont continué de se structurer pour accompagner la croissance de nos activités, maintenir la maîtrise de nos coûts et garantir un prix juste pour nos abonnés.

Les excédents dégagés ne sont pas des bénéfices : ils sont intégralement réinvestis au service du territoire. C'est là toute la force du modèle de gestion publique de l'eau.

Nombre de marchés :

80 (+14%)

Pour un montant de

20 809 445 €

Travaux 40 %

Service 30 %

Fourniture 20 %

MOE 2,5 %

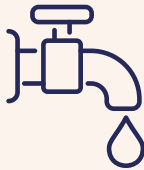
2,9%

Taux d'impayés des factures d'eau

Vers une équité territoriale

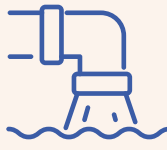
Une tarification unique de l'eau sera progressivement mise en place d'ici 2034 pour harmoniser les prix sur l'ensemble du territoire.

La composition d'une facture d'eau :



43%

Eau potable



43%

Assainissement



14%

Taxes et redevances

Bilan financier

Recettes eau potable

10 042 059 €
vente eau

398,3 € HT
prix moyen du service
sur la base de la facture
120m³ au 1^{er} janvier 2026

3,9 € TTC/m³
prix moyen du service
sur la base de la facture 120m³
au 1^{er} janvier 2026

BUDGET FRAIS GÉNÉRAUX

Fonctionnement	
Dépenses réalisées	8 627 576 €
Recettes réalisées	8 707 576 €
Résultat de l'exercice	79 999 €
Reprise des résultats antérieurs (002)	- €
Résultat cumulé au 31/12/2025	79 999 €
Affectation du résultat (1068)	- €
Résultat reporté au 002 après affectation du résultat	79 999 €
Investissement	
Dépenses réalisées	185 527 €
Recettes réalisées	1 020 804 €
Résultat de l'exercice	835 277 €
Reprise des résultats antérieurs (001)	- 176 514 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	658 762 €
Restes à réaliser dépenses	53 059 €
Restes à réaliser recettes	- €
Excédent (+) ou besoin(-) de financement invest.	605 703 €

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Fonctionnement	
Dépenses réalisées	10 413 440 €
Recettes réalisées	12 134 787 €
Résultat de l'exercice	1 721 347 €
Reprise des résultats antérieurs (002)	4 232 784 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	5 954 131 €
Affectation du résultat (1068)	- €
Résultat reporté au 002 après affectation du résultat	5 954 131 €
Investissement	
Dépenses réalisées	6 949 170 €
Recettes réalisées	4 467 036 €
Résultat de l'exercice	- 2 482 134 €
Reprise des résultats antérieurs (001)	3 847 188 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	1 365 053 €
Restes à réaliser dépenses	6 759 724 €
Restes à réaliser recettes	6 712 577 €
Excédent (+) ou besoin(-) de financement invest.	1 317 906 €

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Fonctionnement	
Dépenses réalisées	7 943 635 €
Recettes réalisées	8 788 595 €
Résultat de l'exercice	844 960 €
Reprise des résultats antérieurs (002)	3 256 713 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	4 101 674 €
Affectation du résultat (1068)	1 019 328 €
Résultat reporté au 002 après affectation du résultat	3 082 345 €
Investissement	
Dépenses réalisées	12 314 507 €
Recettes réalisées	10 416 550 €
Résultat de l'exercice	- 1 897 956 €
Reprise des résultats antérieurs (001)	1 597 333 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	- 300 623 €
Restes à réaliser dépenses	4 102 325 €
Restes à réaliser recettes	3 383 619 €
Excédent (+) ou besoin(-) de financement invest.	- 1 019 328 €

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Fonctionnement	
Dépenses réalisées	366 287 €
Recettes réalisées	363 349 €
Résultat de l'exercice	- 2 938 €
Reprise des résultats antérieurs (002)	71 745 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	68 807 €
Affectation du résultat (1068)	- €
Résultat reporté au 002 après affectation du résultat	68 807 €
Investissement	
Dépenses réalisées	47 234 €
Recettes réalisées	12 413 €
Résultat de l'exercice	- 34 821 €
Reprise des résultats antérieurs (001)	5 105 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	- 29 710 €
Restes à réaliser dépenses	26 146 €
Restes à réaliser recettes	154 696 €
Excédent (+) ou besoin(-) de financement invest.	98 834 €

BUDGET ANNEXE ENVIRONNEMENT

Fonctionnement	
Dépenses réalisées	4 308 221 €
Recettes réalisées	4 783 208 €
Résultat de l'exercice	474 987 €
Reprise des résultats antérieurs (002)	282 324 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	757 311 €
Affectation du résultat (1068)	- €
Résultat reporté au 002 après affectation du résultat	757 311 €
Investissement	
Dépenses réalisées	3 289 304 €
Recettes réalisées	4 594 162 €
Résultat de l'exercice	1 304 858 €
Reprise des résultats antérieurs (001)	681 735 €
Résultat cumulé au 31/12/2025	1 986 594 €
Restes à réaliser dépenses	3 918 978 €
Restes à réaliser recettes	3 331 996 €
Excédent (+) ou besoin(-) de financement invest.	1 399 612 €

Recettes assainissement collectif

7 086 190 €
vente assainissement

397,3 € HT
prix moyen du service
sur la base de la facture 120m³
au 1^{er} janvier 2026

3,8 € TTC/m³
prix moyen du service
sur la base de la facture 120m³
au 1^{er} janvier 2026

SERVICE PUBLIC DE L'EAU
AN DOUR

MORLAIX COMMUNAUTÉ

3 rue Yves Guyader
29600 Morlaix
—
www.andour.bzh